

# BOAD

Rapport Annuel

2015



BANQUE OUEST AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015



## ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

### 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

- 1.1. Situation économique
- 1.2. Développement Humain

### 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

- 2.1. Situation économique
- 2.2. Développement Humain



## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

### 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

### 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance



## THEME DE L'ANNÉE

## L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS DE L'UEMOA

### 1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LA ZONE UEMOA

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

### 2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

### 3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

### 4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## MESSAGE DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015

THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

CHRISTIAN  
ADOVELANDE

**E**n 2015, l'activité de la BOAD s'est déroulée dans un contexte sous-régional où la croissance économique s'est établie, pour une deuxième année consécutive, au-dessus de 6%, malgré un environnement extérieur moins favorable et une situation sécuritaire difficile dans certains Etats membres.

La croissance a été portée par le secteur des services, par les investissements dans les infrastructures, des campagnes agricoles favorables, ainsi que par une consommation privée dynamique. Dans le même temps, l'inflation est restée modérée, autour de 1 %.

Au cours de l'exercice, les financements se sont établis à 295,9 milliards FCFA, dont 236,5 milliards FCFA de concours à moyen et long termes (MLT) et 59,4 milliards FCFA de financements à court terme (CT). Parmi ces financements, 4,5 milliards FCFA ont été consacrés à des prises de participations stratégiques, et 24 milliards FCFA ont servi au refinancement de plusieurs banques primaires.

Les concours octroyés ont contribué à la mise en œuvre de nouveaux projets d'investissement, dans les domaines des infrastructures de transport, de l'énergie, de l'eau, de l'agriculture, de l'industrie et des services. Ils aideront à l'amélioration de la compétitivité des économies, à la réduction de la vulnérabilité de certaines couches sociales, à la résilience agricole et au renforcement de l'intégration régionale. Ils portent le cumul des engagements nets de la Banque à 3 878,5 milliards FCFA au 31 décembre 2015, pour 786 opérations.

En matière de mobilisation de ressources, quatre conventions de financement ont été signées avec des partenaires, pour un montant total d'environ 113,5 milliards FCFA. Sur le marché régional des capitaux, une émission de bons a permis de mobiliser 71,8 milliards FCFA.

La Banque a par ailleurs mobilisé 442,5 milliards FCFA dans le cadre de mandats d'arrangement de financements exécutés en faveur de différents partenaires, pour la réalisation de projets d'investissement en infrastructures. Cette activité, que notre institution s'efforce de développer, participera du rôle de catalyseur de financements que nous ambitionnons de jouer.

Le résultat de l'exercice a été bénéficiaire de 8,8 milliards FCFA, contre 8,4 milliards FCFA à fin 2014 (hors intégration du "FDE") ; il vient en renforcement des fonds propres.

SOMMAIRE  
 MESSAGE DU PRÉSIDENT  
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

---

SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
 ET SOCIAL**

---

SECTION DEUX  
**RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015**

---

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
 DE L'UEMOA**

---

Le projet de notation internationale de la Banque, engagé depuis quelques années, a abouti au cours de l'exercice sous revue. La Banque a ainsi été notée par les agences Moody's et Fitch Ratings, qui lui ont respectivement attribué les notes Baa1 et BBB. Il s'agit ainsi de notes « investment grade » ; elles correspondent respectivement à la quatrième puis à la deuxième meilleure note attribuée, par chacune des deux agences, à des institutions ou Etats africains. Elles permettent à la Banque de se préparer pour une prochaine émission inaugurale sur le marché financier international, en vue de renforcer ses concours dans le secteur marchand.

Au cours de l'exercice, la BOAD a par ailleurs été accréditée comme agence d'implémentation de projets du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Cette accréditation offrira aux Etats membres de l'UEMOA des opportunités de mobilisation de ressources de dons, à travers le cofinancement, par le FEM, de projets environnementaux promus par eux.

En collaboration avec les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO, ainsi qu'avec le CILSS, la Banque a contribué à une participation active de l'Afrique de l'ouest aux négociations sur le climat, lors de la COP21. Ces différentes entités sous-régionales ont, dans ce cadre, adopté une approche commune de communication autour de leurs activités de lutte contre les effets néfastes du changement climatique.

Avant de conclure, je voudrais saisir la présente occasion pour saluer le soutien des Etats membres à la Banque. Au cours de l'exercice sous revue, ce soutien a été notamment renouvelé à travers une décision du Conseil des Ministres, qui dote la Banque d'un volume minimum de ressources annuelles destinées à soutenir un mécanisme de bonification. Cette disposition permet à la Banque de reprendre les activités de son guichet concessionnel.

Enfin, je voudrais adresser mes félicitations au personnel de la Banque. Je l'encourage à poursuivre ses efforts, afin qu'ensemble nous contribuons à relever les défis du développement auxquels notre sous-région fait face.

# LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

<b>3IE</b> : International Initiative for Impact Evaluation	<b>FIDA</b> : Fonds International de Développement Agricole
<b>AFD</b> : Agence Française de Développement	<b>FMI</b> : Fonds Monétaire International
<b>BAD</b> : Banque Africaine de Développement	<b>IDH</b> : Indice de Développement Humain
<b>BADEA</b> : Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique	<b>IRED</b> : Initiative Régionale pour l'Energie Durable
<b>BCEAO</b> : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest	<b>Mds FCFA</b> : Milliards Francs CFA
<b>BEI</b> : Banque Européenne d'Investissement	<b>MLT</b> : Moyen ou long terme
<b>BID</b> : Banque Islamique de Développement	<b>ONUDI</b> : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
<b>BOAD</b> : Banque Ouest Africaine de Développement	<b>PCA</b> : Plan de Continuité des Activités
<b>CEDEAO</b> : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	<b>PCD</b> : Programme Communautaire de Développement de la CEDEAO
<b>CILSS</b> : Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel	<b>PER</b> : Programme Economique Régional
<b>CPDN</b> : Contributions Prévues Déterminées au niveau National	<b>PIB</b> : Produit Intérieur Brut
<b>CRC</b> : Centre Régional de Collaboration	<b>PIR</b> : Programme Indicatif Régional
<b>CT</b> : Court terme	<b>PME</b> : Petites et Moyennes Entreprises
<b>EEEOA</b> : Système d'Echanges d'Energie Electrique Ouest Africain	<b>PNUD</b> : Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>ERP</b> : Enterprise Resource Planning	<b>PPIAF</b> : Fonds de Conseil en Infrastructure Publique-Privée
<b>FAO</b> : Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	<b>PPP</b> : Partenariat Public-Privé
<b>FCFA</b> : Franc de la Communauté Financière Africaine	<b>SAP</b> : Systems, Applications and Products for data processing
<b>FDC</b> : Fonds de Développement et de Cohésion	<b>SID</b> : Société Islamique de Développement du Secteur privé
<b>FDE</b> : Fonds de Développement Energie	<b>UEMOA</b> : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>FED</b> : Fonds Européen de Développement	<b>URDPPP</b> : Unité Régionale de Développement de Projets en Partenariat Public-Privé
<b>FEM</b> : Fonds Environnement Mondial	
<b>FER</b> : Fonds d'Entretien Routier	

# TABLEAU SYNOPTIQUE ET LES FINANCEMENTS 2015

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

<b>Date de création</b>	14 novembre 1973 Démarrage des activités opérationnelles en 1976
<b>Actionnaires</b>	- Etats membres de l'UEMOA : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo - BCEAO (Banque centrale) - Actionnaires non régionaux : BAD, BEI, France, Belgique, Allemagne, EXIM BANK de l'Inde, République Populaire de Chine, Royaume du Maroc
<b>Mission</b>	Promouvoir le développement équilibré des Etats membres et contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest
<b>Vision</b>	BOAD : une banque de développement forte, pour l'intégration et la transformation économiques en Afrique de l'Ouest
<b>Capital autorisé au 31 décembre 2015</b>	1 155 milliards FCFA
<b>Capital souscrit au 31 décembre 2015</b>	1 097,8 milliards FCFA
<b>Total bilan au 31 décembre 2015</b>	1 783,6 milliards FCFA
<b>Effectif opérationnel de la BOAD au 31 décembre 2015</b>	280 agents
<b>Financements en 2015</b>	<b>33 opérations pour un total de 295,9 milliards FCFA, sous forme de :</b>
	Prêts directs : 267,4 milliards FCFA, soit 90,4%
	Prêts indirects : 24,0 milliards FCFA, soit 8,1%
	Participations : 4,5 milliards FCFA, soit 1,5%
	<b>Répartition des financements au plan sectoriel :</b>
	Secteur non marchand : 159,0 milliards FCFA, soit 53,7% (14 opérations)
	Secteur public marchand : 49,4 milliards FCFA, soit 16,7% (4 opérations)
	Secteur privé : 87,5 milliards FCFA, soit 29,6% (15 opérations)
	<b>Répartition des financements selon la catégorie</b>
	Projets nationaux : 250,9 milliards FCFA, soit 84,8%
	Projets régionaux : 45,0 milliards FCFA, soit 15,2%
<b>Approbations cumulées 1976 - 2015</b>	3 878,5 milliards FCFA pour 786 opérations

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2 mars et 2 septembre

**Réunions du Comité consultatif  
des Partenariats Public-Privé**

Le Comité consultatif des Partenariats Public-Privé (CO-PPP), créé en février 2015, est une plateforme d'échanges d'expériences et d'expertises, ainsi que de dissémination des outils de montage de projets en PPP. Il est composé de douze membres, à savoir le Président de la BOAD, un représentant par Etat membre de l'Union, deux représentants de la Commission de l'UEMOA et un représentant de l'URDPPP.

Au cours de l'année, le Comité s'est réuni à deux reprises. Ces deux sessions ont été l'occasion pour présenter aux membres les missions et attributions du Comité, les outils méthodologiques ainsi que le cadre institutionnel de l'URDPPP, logée à la BOAD.

16 mars

**Signature d'un Protocole de partenariat entre  
la BOAD et Attijariwafa Bank**

Messieurs Christian ADOVELANDE, Président de la BOAD et Mohamed El KETTANI, Président Directeur Général du groupe marocain Attijariwafa Bank, ont signé un protocole de partenariat entre les deux institutions, à Genève (Suisse).

L'accord porte sur la mise en place d'une coopération globale dans les activités de *project finance*, de conseil, et d'appel au marché financier dans l'ensemble de la zone UEMOA.

21 mars

**Distinction de la BOAD par la Côte d'Ivoire**

La BOAD a été décorée de la médaille d'Officier de l'Ordre National par la République de Côte d'Ivoire pour son leadership dans le financement. Le Chef de la Mission Résidente, Monsieur Oumar TEMBELY, a reçu cette distinction à l'occasion de l'inauguration du Pont de Jacquville.

25 mars

**Table ronde de la Guinée Bissau**

La Banque a participé, à Bruxelles, à la Table ronde des partenaires internationaux de la Guinée Bissau pour le financement du Plan stratégique et opérationnel 2015-2020 «Terra Ranka». La manifestation avait pour objectif de présenter aux Partenaires Techniques et Financiers bilatéraux comme multilatéraux, la nouvelle vision de la Guinée Bissau et de mobiliser des financements extérieurs publics et privés nécessaires à la mise en œuvre du Plan.

SOMMAIRE  
 MESSAGE DU PRÉSIDENT  
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX  
**RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
 DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS  
 LISTE DES ANNEXES  
 ANNEXES

18-19 mai

**Visite de travail du Président de la BOAD au siège de la Banque mondiale à Washington D.C.**

Une délégation conduite par le Président de la BOAD a effectué une visite de travail au siège de la Banque Mondiale à Washington.

Cette visite a permis de relancer la coopération entre les deux institutions.

18-19 mai

**Atelier technique sur la promotion de l'accès à l'énergie par le financement axé sur les résultats et le mécanisme de développement propre**

Cet atelier a été organisé à Lomé, au siège de la Banque, sous l'impulsion de l'Initiative carbone pour le développement (Ci-Dev) du Groupe de la Banque Mondiale, en collaboration avec le Centre Régional de Collaboration (CRC) Lomé et la BOAD.

L'objectif était de favoriser un partage de connaissances entre des participants de différents horizons, sur le financement et la mise en œuvre de projets d'accès à l'énergie et d'atténuation des effets du changement climatique. Il s'agissait également d'inciter le secteur privé à investir dans ces types de projets au travers de financements orientés sur les résultats de développement.

21 mai et 12 juin

**Notation de la BOAD par des Agences internationales de rating**

Les agences de notation Moody's et FITCH ont attribué à la BOAD des notes de la catégorie "investment grade", laquelle correspond à un "risque de qualité" pour les investisseurs sur les marchés financiers. Les notes attribuées sont pour Moody's «Baa1» et pour FITCH «BBB». Ces notes attestent de la bonne qualité de crédit et de la gouvernance de la Banque.

2-3 juin

**Accréditation de la BOAD auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)**

La 48<sup>ème</sup> réunion du Conseil d'Administration du FEM s'est tenue au siège de la Banque Mondiale à Washington les 2 et 3 juin. Le Conseil a examiné et approuvé le rapport du Panel d'Experts Indépendants qui a recommandé l'accréditation de la BOAD comme nouvelle Agence d'implémentation de projets du FEM.

Cette décision s'est traduite par la signature i) d'un Memorandum of Understanding (MoU) entre la BOAD et le FEM, le 09 juillet et (ii) d'un Accord sur les procédures financières, entre la BOAD et la Banque Mondiale (Administrateur des ressources du FEM), le 17 novembre.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

8-10 juin

**« Journées BOAD » dans l'UEMOA**

A Bamako, la Banque a inauguré une série de manifestations dénommées « Journées BOAD », composées d'un séminaire d'information des journalistes économiques locaux, et d'un petit déjeuner d'affaires avec des dirigeants d'entreprises du secteur marchand.

Organisé autour du thème « Le cycle d'un projet financé par la BOAD », le séminaire d'information des journalistes avait pour objectif d'apporter aux participants un éclairage ainsi que de la documentation en vue d'une meilleure connaissance de la Banque et de ses activités.

S'agissant du petit déjeuner d'affaires, il a été l'occasion d'échanges fructueux entre la Banque et des acteurs du secteur marchand.

Les « Journées BOAD » se sont poursuivies au Burkina (8-10 septembre), au Niger (14-15 septembre), en Côte d'Ivoire (17-20 novembre) et au Sénégal (23-24 novembre).

7 juillet

**Signature de l'accord sur le PIR-11<sup>ème</sup> FED**

La Banque a participé aux travaux de préparation et de programmation du Programme Indicatif Régional

(PIR) du 11<sup>ème</sup> FED pour la période 2015-2020, dont l'accord a été signé le 7 juillet 2015 à Bruxelles (Belgique), entre le Commissaire européen à la Coopération internationale et au Développement, et les Présidents des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA.

23 juillet

**Conférence de presse du Président de la BOAD**

M. Christian ADOVELANDE a animé une conférence de presse au siège de l'institution, sur les ambitions de celle-ci pour les prochaines années. A cette occasion, le Plan stratégique 2015-2019 a été présenté.

3-4 septembre

**Atelier de validation de l'étude sur l'harmonisation du cadre institutionnel et réglementaire du financement privé des infrastructures dans les pays de l'UEMOA**

La BOAD a organisé, en collaboration avec la Commission de l'UEMOA et la BCEAO, un atelier régional dont l'objectif était de valider les conclusions et recommandations de l'étude citée ci-avant. La réunion a connu la participation de représentants des Etats membres, de la Commission de la CEDEAO, du secteur privé et de Partenaires Techniques et Financiers.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 201

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

7-8 septembre

**Atelier de validation du rapport de l'étude sur  
l'entretien routier dans les pays de l'UEMOA :  
bilan des 50 dernières années et perspectives**

L'atelier a été organisé par la BOAD, en collaboration avec l'ensemble des acteurs du secteur de l'entretien routier intervenant dans la sous-région. Il visait à faire examiner les conclusions du rapport d'étude et à recueillir les analyses et avis techniques des experts des Etats membres ainsi que des institutions partenaires, en vue de l'amélioration dudit rapport.

Outre les organes et institutions communautaires, l'atelier a connu la participation des représentants des Etats membres de l'Union en charge des finances, des infrastructures routières et des Fonds d'Entretien Routier, de Partenaires Techniques et Financiers, de l'Association des Gestionnaires et Partenaires Africains des Routes (AGEPAR), de l'Association des Fonds d'Entretien Routier en Afrique (AFERA) ainsi que celle de personnes ressources identifiées par la BOAD.

22 octobre

**Conférence internationale pour la relance  
économique et le développement du Mali**

Le Gouvernement du Mali, avec l'appui de ses partenaires au développement, a organisé une Conférence internationale pour la relance économique et le développement du Mali, à Paris.

Sous le thème « Bâtir un Mali émergent, les régions du Nord au cœur de la réconciliation et de la consolidation de la paix », la rencontre avait pour objet de partager les grandes priorités stratégiques de développement du Gouvernement et d'identifier les besoins immédiats et futurs des régions du Nord, de même que la conception de leviers pour une accélération du développement dans cet Etat membre de la BOAD.

30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre**Atelier de formation sur la mise à jour du  
Facteur d'Emission du Réseau (FER) du système  
d'Echanges d'Energie Electrique Ouest-Africain  
(EEEOA)**

En vue de renforcer les compétences de ses sociétés membres et de disposer d'un pool d'experts en matière de collecte de données et de calcul du FER dans les pays de la CEDEAO, le Secrétariat Général de l'EEEOA a organisé, en collaboration avec le Secrétariat de la CCNUCC et le Centre Régional de Collaboration (CRC/BOAD), avec le soutien financier de la GIZ et de l'USAID, un atelier de formation sur la thématique « calcul et mise à jour du Facteur d'Emission du Réseau (FER) du Système Electrique interconnecté de la CEDEAO et promotion du Mécanisme de Développement Propre ».

La rencontre a réuni une trentaine de participants provenant des sociétés d'électricité membres de l'EEEOA.

SOMMAIRE  
 MESSAGE DU PRÉSIDENT  
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX  
**RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
 DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS  
 LISTE DES ANNEXES  
 ANNEXES

30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre

**Participation de la BOAD à la COP 21 à Paris**

Sous la conduite du Président Christian ADOVELANDE, la Banque a pris part à la 21<sup>ème</sup> Conférence internationale sur les Changements climatiques (COP 21).

Cette participation a été placée sous le sceau d'une coordination avec les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO, de même qu'avec le CILSS. L'ensemble des institutions visées ont opté pour une approche commune en matière de communication sur leurs activités visant à lutter contre les effets néfastes du changement climatique.

15 décembre

**Atelier de validation de l'étude portant sur «l'évaluation thématique de la durabilité des projets routiers : constats et enseignements des financements de la BOAD de 2000 à 2012».**

L'atelier, qui s'est tenu au siège de la Banque à Lomé, a regroupé des experts en projets routiers des Etats membres de l'UEMOA, du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et de la Commission de l'UEMOA.

Il avait pour objectifs : (i) de susciter une discussion, entre les participants, autour des principales activités de conception, de mise en œuvre et d'exploitation des projets routiers, en vue de faire ressortir leurs influences sur la durabilité desdits projets ; (ii) de partager les expériences des participants sur la problématique de la durabilité des projets d'infrastructures routières ; (iii) d'amender et de valider les conclusions et recommandations de l'évaluation thématique conduite par la Banque sur la durabilité des projets routiers.

SOMMAIRE  
MESSAGE DU PRÉSIDENT  
TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

**1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

- 1.1. Situation économique
- 1.2. Développement Humain

**2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**

- 2.1. Situation économique
- 2.2. Développement Humain

SECTION DEUX  
**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS  
LISTE DES ANNEXES  
ANNEXES



# 1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL****1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

- 1.1. Situation économique
- 1.2. Développement Humain

**2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**

- 2.1. Situation économique
- 2.2. Développement Humain

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

# 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

## 1.1. SITUATION ECONOMIQUE

L'année 2015 a été marquée, au plan international, par la tenue de différentes rencontres d'importance, en particulier la Troisième Conférence internationale sur le financement du développement, le Sommet des Nations unies pour l'adoption de l'Agenda du développement durable post-2015 et la 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP 21).

Ces rencontres ont notamment permis d'établir un cadre global pour le financement du développement, d'adopter les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) et de parvenir à un accord sur le climat pour contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C. Une meilleure mise en œuvre des recommandations et résolutions issues de ces concertations pourrait apporter des changements positifs au plan mondial.

L'année a également été marquée par une crise migratoire en Europe, en raison de l'afflux de populations fuyant des zones de guerre et d'insécurité, ainsi que la reconnaissance par le FMI de la devise chinoise (Renminbi ou encore Yuan) comme l'une des cinq monnaies de réserves composant le panier du Droit de Tirages spéciaux (DTS).

Selon le FMI<sup>1</sup>, la croissance économique mondiale a enregistré un léger recul en 2015, s'établissant à 3,1% contre 3,4% en 2014. Ce fléchissement tient à un nou-

veau ralentissement dans les pays émergents, compensé en partie par un redressement modeste de l'activité dans les pays avancés, en particulier dans la zone euro. Toutefois, la décélération de l'activité est inégale selon les régions et les pays. Par groupe de pays, la situation se présente comme suit :

Dans les économies avancées, l'activité a poursuivi son redressement (1,9% en 2015 contre 1,8% en 2014). Les États-Unis (+2,5%) enregistrent une croissance convenable en 2015. Au sein de la zone euro, la reprise est encourageante mais reste modérée (1,5% en 2015 contre 0,9% en 2014).

Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique a encore fléchi en 2015, pour s'établir à 4% contre 4,6% en 2014 et 5,0% en 2013. Cette évolution est tributaire du recul de l'activité, pour la cinquième année consécutive, dans les pays émergents, en particulier en Chine (6,9% en 2015 contre 7,3% en 2014) ; cette évolution en Chine est toutefois compensée, en partie, par une bonne tenue de l'économie indienne (7,3% en 2015 comme en 2014).

En Afrique subsaharienne, l'activité économique s'est nettement affaiblie. La croissance est ressortie à 3,5% en 2015 contre 5,0% en 2014, en liaison avec une dégradation des facteurs extérieurs, notamment la chute des

1. Perspectives de l'Économie Mondiale (PEM), éditions de janvier 2016

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL****1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

- 1.1. Situation économique
- 1.2. Développement Humain

**2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**

- 2.1. Situation économique
- 2.2. Développement Humain

## SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

cours des produits de base et les conditions financières mondiales défavorables. La forte dynamique de croissance observée en Afrique subsaharienne ces dernières années s'est dissipée, même si l'activité demeure plus soutenue que dans d'autres régions émergentes ou en développement. Le risque existe que la croissance soit encore plus faible si l'environnement extérieur continue de se détériorer (poursuite de la baisse des cours des matières premières, ralentissement plus prononcé de la croissance économique en Chine ou risque sécuritaire).

Dans la plupart des pays à faible revenu de la région, la croissance économique se maintient grâce à la poursuite des investissements d'infrastructures (transport et énergie) et à la vitalité de la consommation privée. L'investissement direct étranger (IDE) continue d'affluer dans un grand nombre d'entre eux.

Même si la baisse des cours du pétrole allège leurs factures d'importations énergétiques, les pays au sein de ce groupe pâtissent de la chute des cours des principaux produits de base qu'ils exportent. Face à ce choc, la région devrait trouver de nouvelles sources de croissance et améliorer sa compétitivité afin de préserver et de renforcer les acquis.

En ce qui concerne les prix, dans les pays avancés, l'inflation est à un niveau bas en lien avec l'ampleur de l'écart de production et la baisse des cours des produits de base

(0,3% en 2015 contre 1,4% en 2014). En Afrique subsaharienne, elle devrait atteindre en moyenne 7% en 2015 et 7,25% en 2016, alimentée par la hausse des tarifs d'électricité (Afrique du Sud), la suppression des subventions aux carburants (Angola) et l'augmentation des prix alimentaires (Éthiopie, Tanzanie). Toutefois, dans la Zone franc, l'inflation demeure comprise entre 1% et 3%.

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est appréciée par rapport aux principales devises, à l'exception du dollar américain et de la livre sterling.

Sur les marchés des matières premières, les cours internationaux des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont connu des évolutions contrastées. En rythme trimestriel, les prix du cacao et de la noix de cajou ont augmenté tandis que ceux du pétrole brut, du coton, du caoutchouc, de l'huile de palme, de l'huile de palmiste, du café et de l'or ont enregistré des baisses.

En 2016, la croissance de l'économie mondiale devrait atteindre 3,4%, équivalent à son niveau de 2014. L'activité serait principalement soutenue par une relance de la demande intérieure aux Etats-Unis, profitant de la baisse du cours du baril de pétrole, de même que de la poursuite d'une politique monétaire accommodante dans les pays avancés. Ce niveau de croissance reste néanmoins en deçà du potentiel, eu égard à l'affaiblissement des perspectives d'investissement dans la Zone euro.

SOMMAIRE  
 MESSAGE DU PRÉSIDENT  
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
 ET SOCIAL**

**1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

- 1.1. Situation économique
- 1.2. Développement Humain

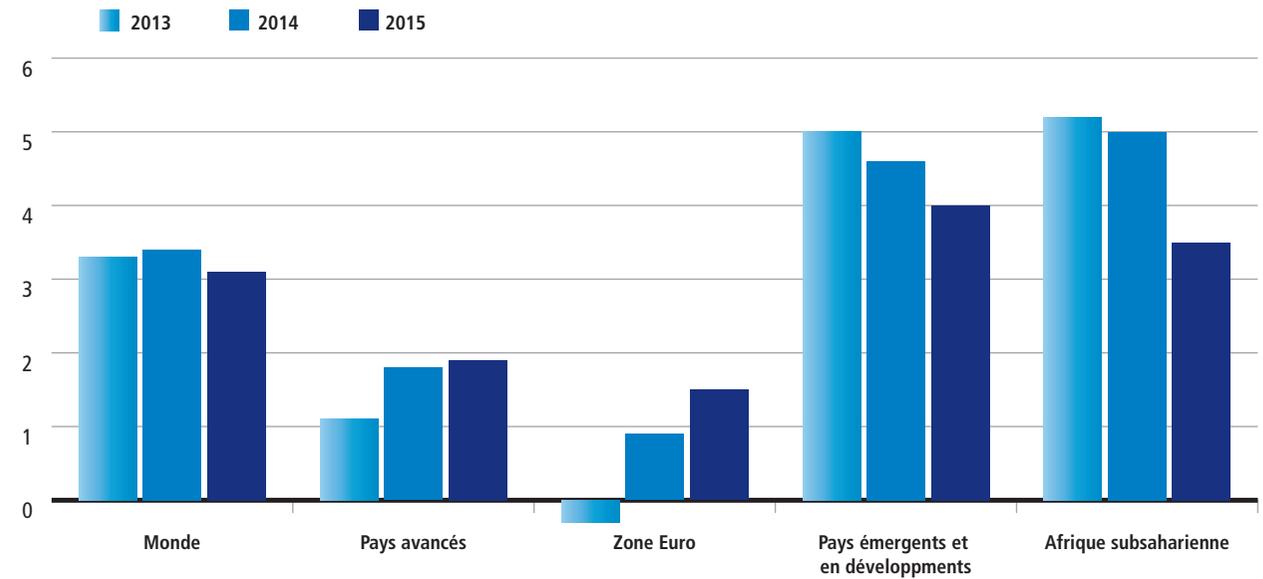
**2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**

- 2.1. Situation économique
- 2.2. Développement Humain

SECTION DEUX  
**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
 DE L'UEMOA**

Graphique 1  
 Evolution de l'activité économique sur la période 2013-2015



Source : Données du FMI (PEM, janvier 2016)

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL****1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

- 1.1. Situation économique
- 1.2. Développement Humain

**2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**

- 2.1. Situation économique
- 2.2. Développement Humain

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

**1.2. DEVELOPPEMENT HUMAIN**

Le rapport 2015 du PNUD sur le développement humain examine la problématique du « travail au service du développement humain ». La réflexion apparaît particulièrement opportune, au regard des nouveaux Objectifs de développement durable, en particulier l'Objectif 8 : « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ».

A cet égard, la question fondamentale à laquelle le rapport tente d'apporter une réponse est : comment le travail peut-il renforcer le développement humain ? Dans ce cadre, sont examinés les liens directs positifs ou négatifs entre le travail et le développement humain dans un monde en pleine évolution (globalisation rapide, révolution numérique et technologique, transitions démographiques, etc.), présentant à la fois de nouvelles opportunités mais également des risques.

L'analyse révèle que le lien entre le travail et le développement humain est un lien synergique. Le travail stimule le développement humain en fournissant des revenus et des moyens d'existence, en réduisant la pauvreté et en assurant une croissance équitable. En retour, le développement humain, en améliorant la santé, les connaissances, les compétences et la prise de conscience, accroît le capital humain et élargit l'éventail d'opportunités et de choix.

Ainsi, les progrès réalisés dans le domaine du développement humain en un quart de siècle sont attribuables pour

l'essentiel à l'accès des populations (i) au travail décent, (ii) au dynamisme du travail, qu'il soit de qualité et rémunérateur, bénévole, domestique ou créatif, de même (iii) qu'aux synergies entre ces diverses formes du travail. Les avancées susvisées portent à la fois sur l'allongement de l'espérance de vie, la scolarisation des enfants, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, la révolution numérique et le rehaussement du niveau de vie avec notamment l'amélioration des revenus.

Des difficultés considérables continuent cependant de faire obstacle au développement humain, notamment la pauvreté, les inégalités, le changement climatique, les écarts de compétences, les conflits et l'instabilité socio-politique. Ces facteurs font qu'une grande partie du potentiel humain reste inexploitée. Les couches les plus défavorisées sont en particulier les jeunes et les femmes. Il est donc important pour les jeunes et les femmes de trouver des opportunités d'emplois qui leur permettent de participer de façon constructive, créative et équitable à l'édification de la société.

Les politiques publiques et les stratégies de développement doivent ainsi privilégier les trois domaines ci-après : (i) la création d'opportunités de travail ou encore de nouveaux débouchés pour élargir les choix de travail, (ii) la garantie du bien-être des travailleurs pour renforcer le lien positif entre travail et développement humain et (iii) des actions ciblées pour remédier aux difficultés de groupes vulnérables.

SOMMAIRE  
 MESSAGE DU PRÉSIDENT  
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

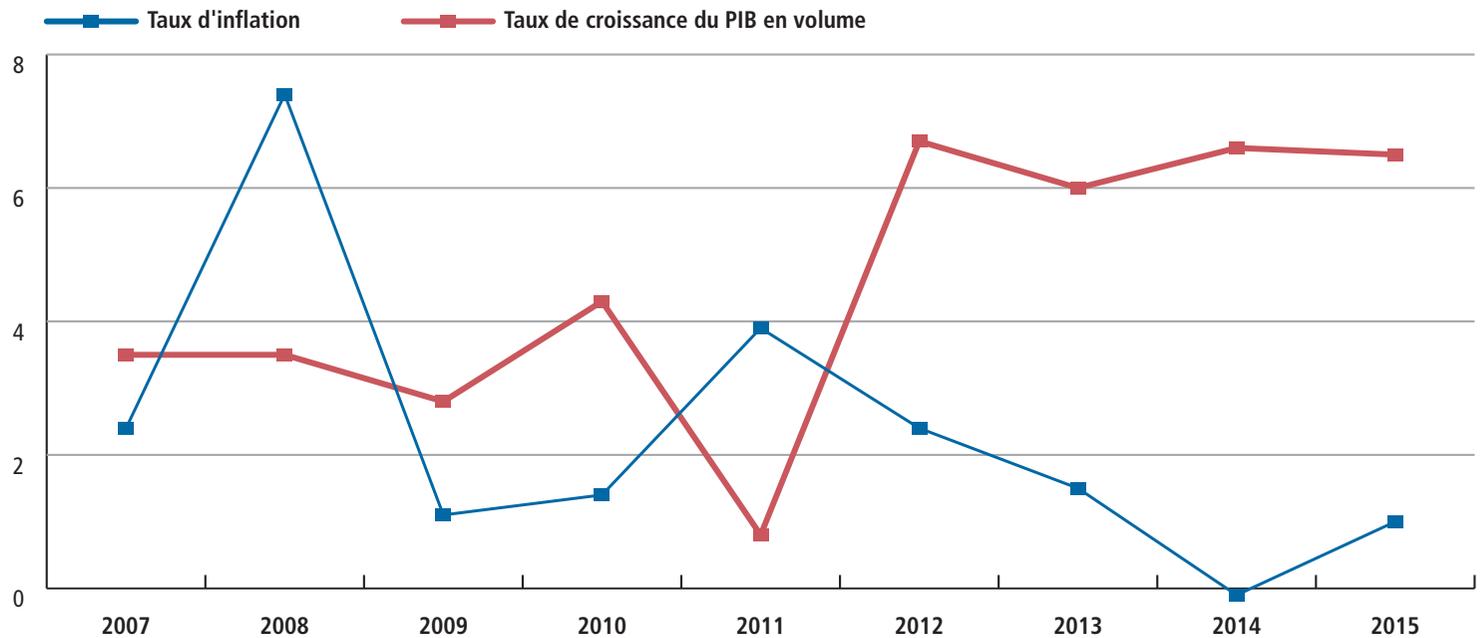
SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
 ET SOCIAL**

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**
  - 1.1. Situation économique
  - 1.2. Développement Humain
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**
  - 2.1. Situation économique
  - 2.2. Développement Humain

SECTION DEUX  
**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
 DE L'UEMOA**

Graphique 2  
**Evolution de la croissance et de l'inflation dans l'UEMOA (%)**



Source : Commission de l'UEMOA, INS et BCEAO.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL****1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

- 1.1. Situation économique
- 1.2. Développement Humain

**2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**

- 2.1. Situation économique
- 2.2. Développement Humain

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

### 2.1. SITUATION ECONOMIQUE

Malgré un environnement extérieur difficile, caractérisé par la baisse des cours des produits de base et des conditions de financement peu favorables, et en dépit de conditions socio-politiques épisodiquement difficiles dans quelques pays, l'économie régionale a fait preuve d'une grande résilience en maintenant un bon rythme d'évolution. Ainsi, le taux de croissance de l'Union ressort à 6,5% en 2015 contre 6,6% en 2014 et 6,0% en 2013.

Par pays, la situation se présente comme suit : Bénin (5,2%), Burkina Faso (4,4%), Côte d'Ivoire (9,5%), Guinée Bissau (6,0%), Mali (4,9%), Niger (4,4%), Sénégal (5,4%) et Togo (5,5%).

L'activité économique, en 2015, s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 1,0% contre -0,1% en 2014, en liaison avec la baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans la plupart des Etats membres.

S'agissant des perspectives pour 2016, une croissance de 7,2% est attendue dans un contexte de maîtrise des prix, d'une gestion apaisée des prochaines échéances électorales et de maîtrise des risques sécuritaires (notamment dans la zone du Sahel).

### 2.2. DEVELOPPEMENT HUMAIN

En matière de développement humain, les données du rapport sus-évoqué montrent que globalement (cf. graphique ci-dessous), l'Afrique subsaharienne a réalisé un bond qualitatif en améliorant significativement le niveau de son IDH entre 2013 et 2014. Les Etats membres de l'UEMOA ont également fait des progrès à l'exception du

Sénégal qui est légèrement resté en retrait par rapport à 2013, comme l'indique le graphique ci-dessous. Dans ces pays de l'Union, notamment, le faible développement humain présume que le potentiel en termes de travail décent et d'opportunités d'emplois reste encore largement inexploité.

SOMMAIRE  
 MESSAGE DU PRÉSIDENT  
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
 ET SOCIAL**

**1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

- 1.1. Situation économique
- 1.2. Développement Humain

**2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**

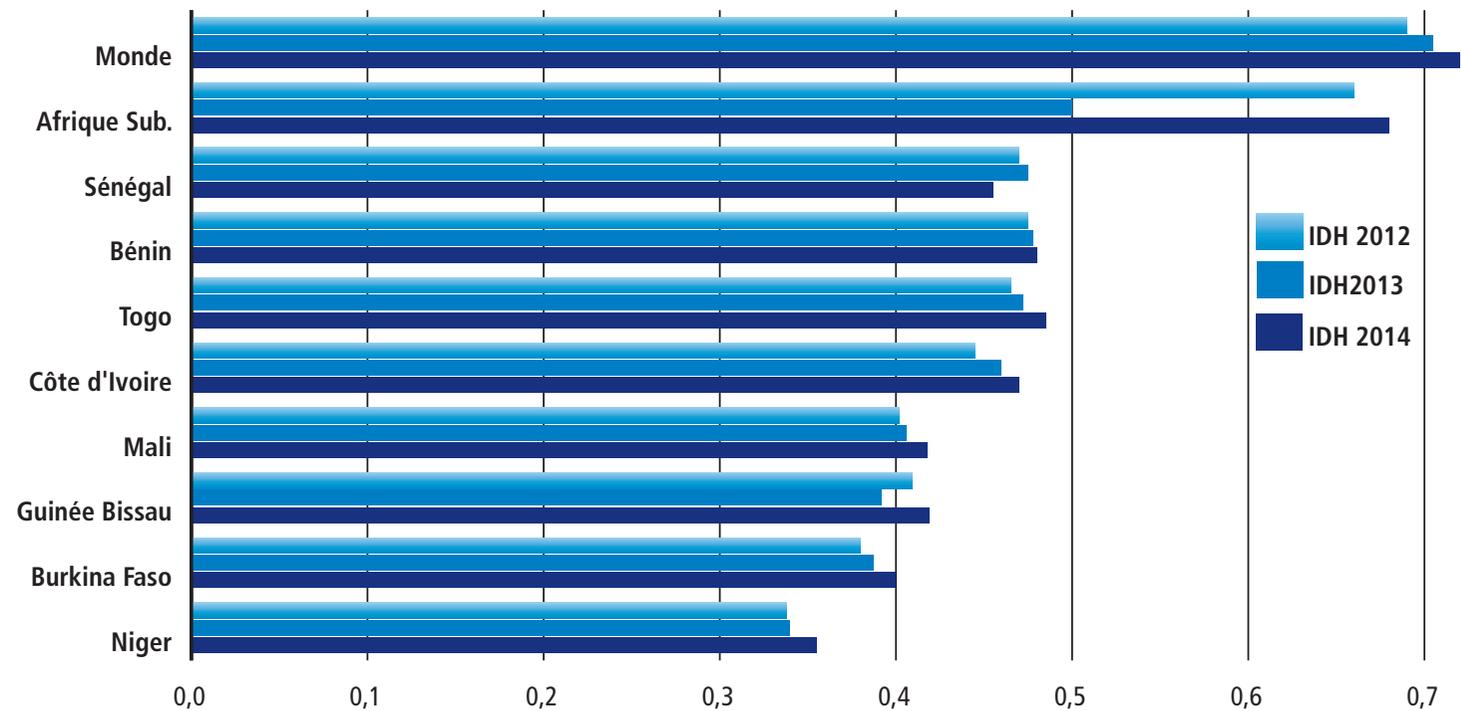
- 2.1. Situation économique
- 2.2. Développement Humain

SECTION DEUX  
**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
 DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS  
 LISTE DES ANNEXES  
 ANNEXES

Graphique 3  
 Evolution de l'IDH des pays de l'Union entre 2012 et 2014



SOMMAIRE  
 PRESIDENT'S STATEMENT  
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX  
**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

**1. TABLEAU D'ENSEMBLE**

**2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
 DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS  
 LISTE DES ANNEXES  
 ANNEXES



# 2 | RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

Au titre de l'exercice 2015, le montant global des financements de la Banque s'élève à 295,9 milliards FCFA, dont 236,5 milliards FCFA de concours à moyen et long termes (MLT) et 59,4 milliards FCFA de financements à court terme (CT). Ce montant est en repli (-8,1%) par rapport au niveau atteint en 2014, lequel se situait à 321,9 milliards FCFA.

Ceci résulte principalement du souci de l'institution d'assurer une plus grande adéquation entre ses niveaux d'activité et les ressources dont elle dispose, notamment dans un contexte de rareté croissante de ressources concessionnelles.

Selon le secteur, ces financements se répartissent comme ci-après :

Les concours directs (267,4 milliards FCFA), représentant 90,4% des approbations de l'année, contribuent à la mise en oeuvre de nouveaux projets d'investissement et accessoirement au financement de campagnes cotonnières, ainsi qu'à des opérations de commerce extérieur.

Les projets d'investissement susvisés portent sur des activités telles que la construction d'infrastructures routières, la promotion de l'intégration économique régionale, le renforcement de la fourniture d'énergie électrique, la consolidation de la résilience agricole et environnementale, la promotion d'unités industrielles minières et pharmaceutiques, le développement de services (téléphonie mobile et hôtellerie), le renforcement de l'accès des populations à l'eau potable, de même que la promotion d'un assainissement adéquat.

Tableau 1

RÉPARTITION DES APPROBATIONS<sup>2</sup> (Court, Moyen. et long termes) EN 2015

	Approbations (Mds FCFA)	Nombre d'opérations	% Approbations
<b>SECTEUR NON MARCHAND (a)</b>	159,0	14	53,7
<b>SECTEUR MARCHAND (b = i + ii)</b>	136,9	19	46,3
public marchand (i)	49,4	4	16,7
privé (ii)	87,5	15	29,6
<b>TOTAL (a+b)</b>	<b>295,9</b>	<b>33</b>	<b>100</b>

<sup>2</sup> Y compris les prises de participation

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

La part des financements indirects (28,5 milliards FCFA) s'établit à 9,6% dont 1,5% d'opérations de prises de participation, à hauteur de 4,5 milliards FCFA, et 8,1% en lignes de refinancement accordées pour un montant global de 24 milliards FCFA.

Ces concours visent le renforcement des fonds propres d'un fonds d'investissement ainsi que d'une compagnie aérienne, de même que l'augmentation des capacités d'intervention de trois banques au profit de PME/PMI.

Au total, les nouveaux financements accordés portent le cumul des engagements nets de la Banque à 3 878,5 milliards FCFA au 31 décembre 2015, pour la réalisation de 786 projets de développement.

Le rôle d'institution d'intégration de la Banque s'est reflété dans l'orientation des concours de l'exercice. Les financements cumulés de projets d'infrastructures intégratrices ont ainsi été portés à 1207,7 milliards FCFA, pour 225 opérations, soit 31,1% des engagements à fin décembre 2015.

S'agissant de la mise en oeuvre de l'IRED, onze projets d'énergie ont été financés sous forme de prêts par le FDE, depuis 2010, pour un montant global de 199,6 milliards FCFA. Une subvention de 5,7 milliards FCFA a par ailleurs été accordée à la Commission de l'UEMOA pour le financement d'actions relevant du Programme régional d'économie d'énergie.

L'arrangement de financement a donné lieu à des prestations qui ont conduit à la mobilisation de ressources pour un montant de 442,5 milliards FCFA, en faveur de divers mandants.

L'activité de conseil financier s'est poursuivie avec notamment l'exécution du mandat relatif à la mise en concession de la gestion de l'hôtel GAWEYE au Niger.

S'agissant du soutien à la préparation de projets, des financements d'un montant de 1,8 milliard FCFA ont été consacrés à sept études au cours de la période, portant le cumul de cette catégorie de concours à 36,5 milliards FCFA, à fin décembre 2015. L'activité visée permet d'améliorer la capacité de génération de projets publics.

Au 31 décembre 2015, les décaissements effectués par la Banque au titre de l'exercice ressortent à 318,8 milliards FCFA contre 374,05 milliards FCFA en 2014 (- 14,8%).

A fin 2015, le cumul des décaissements est de 2371,5 milliards FCFA, ce qui correspond à un taux de décaissement de 61,1% (Décaissements cumulés / Engagements cumulés).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

**1. TABLEAU D'ENSEMBLE**

**2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

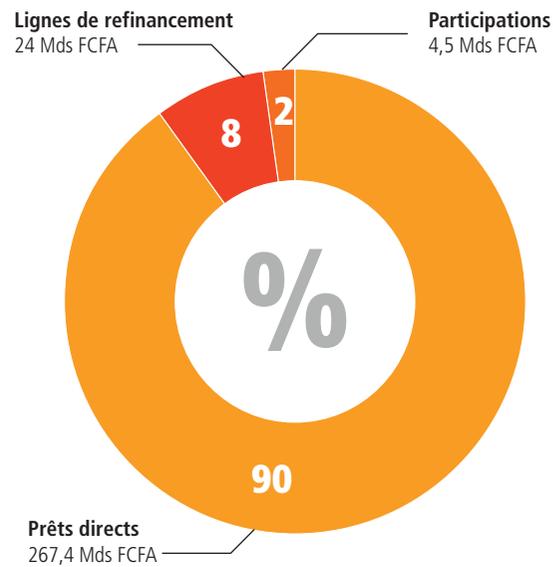
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

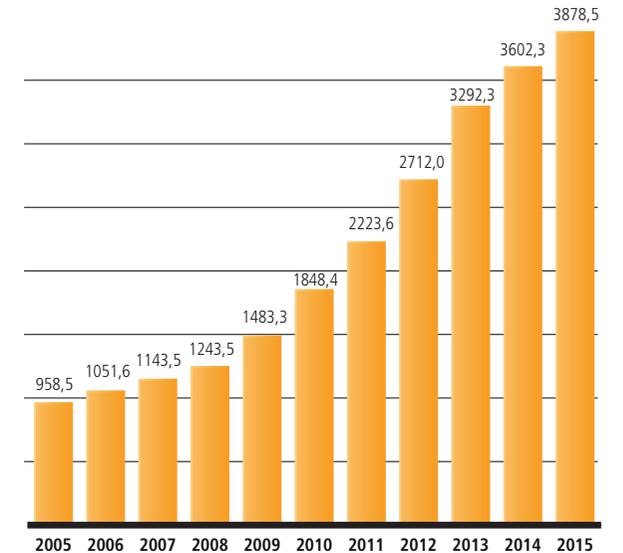
Graphique 4

**RÉPARTITION DES APPROBATIONS PAR TYPE  
DE FINANCEMENT EN 2015**



Graphique 5

**EVOLUTION DES ENGAGEMENTS NETS  
CUMULÉS DE LA BOAD (en milliards FCFA)**



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015****1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

2015 est la première année de mise en œuvre du Plan stratégique 2015-2019. Suivant les axes d'orientation du Plan, les principales réalisations de l'année se présentent comme suit.

### 2.1. ACCELERATION DE L'INTEGRATION REGIONALE PAR UN FINANCEMENT SOUTENU DES INFRASTRUCTURES

Outre le financement de projets régionaux d'infrastructures, la Banque a contribué aux réflexions et à la mise en œuvre de stratégies et programmes communautaires.

#### A. DEVELOPPEMENT ET INTERCONNEXION D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

La Banque a contribué, à hauteur de 20 milliards FCFA, au financement d'un programme d'aménagement d'infrastructures routières structurantes (PAIRS), en République du Mali. Ledit programme est d'un coût global de 124,1 milliards FCFA.

Le concours consenti par la BOAD permet notamment de soutenir la construction d'un échangeur au carrefour de Markala (Ségou) situé sur un axe communautaire. L'ouvrage devrait permettre le désenclavement des quartiers de Ségou, de même que la promotion et la facilitation des échanges aux plans national et régional.

#### B. DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ENERGIE

La contribution de la Banque à la mise en œuvre du système d'Echanges d'Énergie Électrique Ouest Africain (EEEOA ou WAPP en anglais) s'est poursuivie. Des concours d'un montant de 10 milliards FCFA ont été octroyés à la Guinée Bissau et au Sénégal, membres de

l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (OMVG), pour la construction de 1 677 km de lignes de transport de 225 kilo volt (kv) interconnectées, de 15 postes de transformation HT/MT et l'installation de deux dispatchings.

Le projet devrait favoriser l'évacuation de productions d'énergie électrique des barrages hydroélectriques de Kaléta (240 MW dont 30% pour l'OMVG) en Guinée et de Sambangalou (130 MW) au Sénégal. Il permettra d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement en énergie électrique du Sénégal et de la Guinée Bissau et d'assurer la réduction du coût moyen de production d'énergie électrique au niveau de ces pays.

Un deuxième projet d'énergie à caractère régional a été financé par la Banque pour un montant de 25 milliards FCFA, sur les ressources du FDE. Il a pour objet, la construction des liaisons 225 kV Kaolack-Fatick, Tobène-Kounoune et Sendou-Kounoune, au Sénégal. Les liaisons visées constituent des nœuds majeurs de la ligne d'interconnexion des Etats membres de l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal) ; elles offrent une plus grande capacité de transit pour acheminer sans grande déperdition l'importation d'énergie à partir de la Mauritanie, et l'évacuation de la production de l'OMVS.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

C. DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES  
DE TELECOMMUNICATION

Dans ce domaine, la Banque a accordé un prêt d'un montant de 10 milliards FCFA, pour l'implantation et l'exploitation d'un réseau de services de télécommunication au Mali. L'objectif majeur du projet est de raccorder près de quatre millions d'abonnés en téléphonie et Internet.

D. MISE EN ŒUVRE DE STRATEGIES  
ET PROGRAMMES REGIONAUX

Dans le cadre de l'IRED, la Banque a poursuivi son mandat de gestionnaire du FDE et de superviseur des projets financés par ce Fonds. Elle a également pris part aux travaux des différents organes de pilotage de l'Initiative ou de gouvernance du FDE (Comité Technique de Suivi, Conseil des Donateurs du FDE). Par ailleurs, une présentation du bilan de l'IRED a été faite le 07 avril 2015 au Président du Comité de Haut niveau, son Excellence Dr Thomas Boni YAYI, Président de la République du Bénin.

Concernant d'autres programmes régionaux, des actions conduites par la Banque portent sur les volets ci-après :

*Dans le cadre de l'UEMOA*, la Banque a soutenu la mise en œuvre en cours du Programme Economique Régional (PER II 2012-2016). Sous ce registre, on compte notamment i) des travaux pour la mise en place d'un fonds fiduciaire multidonateurs, dont la création est prévue pour l'année 2016, ii) la participation aux missions techniques de due-diligences sur le terrain, en vue de la concrétisation des annonces de financements recensés à la Conférence Internationale de Dubaï en septembre 2014. Concernant les financements au titre des projets du PER II, ils sont évalués à 126,5 milliards FCFA pour douze (12) projets.

Au titre de la CEDEAO, la Banque a pris une part active aux travaux de préparation de la Conférence régionale sur le financement du Programme Communautaire de Développement (PCD) d'une part et de la Table ronde des bailleurs de fonds dudit programme, d'autre part. L'organisation des deux événements est visualisée pour 2016.

En outre, la Banque a participé aux différentes réunions du Secrétariat technique de la Plateforme de coordination de la Stratégie Sahel de la CEDEAO, dont elle est membre. La Banque a été désignée membre du groupe thématique « Infrastructures » de la Stratégie Sahel.

Par ailleurs, l'institution a contribué aux travaux de préparation et de programmation du Programme Indicatif Régional (PIR) du 11<sup>ème</sup> FED pour la période 2015-2020, dont l'accord a été signé le 7 juillet 2015 à Bruxelles (Belgique), entre le Commissaire européen à la coopération internationale et au développement, et les Présidents des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA. La Banque a également participé à l'atelier de validation de l'étude de faisabilité d'une Facilité Régionale d'Accès à l'Energie Durable, tenu à Dakar du 30 mars au 04 avril 2015.

Dans le cadre de son rôle de catalyseur régional en matière de réflexions sur le développement, la BOAD a organisé à son siège, au cours du mois de septembre 2015, deux ateliers régionaux de validation de deux études.

Le premier atelier a porté sur l'examen de l'étude sur l'harmonisation du cadre institutionnel et réglementaire du financement privé des infrastructures dans les pays de l'UEMOA (cf. encadré 1 ci-après).

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## ENCADRÉ 1

Atelier de validation de l'étude sur l'harmonisation du cadre institutionnel  
et réglementaire du financement privé des infrastructures dans les pays de l'UEMOA

*La conception de cette étude remonte à l'année d'adoption de l'IRED au sein de l'UEMOA. Cette étude s'inscrit dans une réflexion globale et coordonnée des institutions de l'Union sur les voies à suivre et moyens à mettre en œuvre pour s'assurer d'une plus grande participation du secteur privé au financement des infrastructures. Les infrastructures visées sont celles qui participent à la réalisation d'un service public ou d'intérêt général.*

*L'étude est concomitante et complémentaire d'une autre menée sur la mise en place d'un fonds d'amorçage dédié au financement des projets privés d'infrastructures.*

Les objectifs de l'étude sont les suivants :

- dresser un diagnostic du cadre institutionnel et juridique dans les pays de la zone UEMOA ;
- décrire le rôle des différents acteurs participant au financement privé des infrastructures ;
- proposer des axes concrets d'harmonisation du cadre institutionnel, juridique et réglementaire dans les pays de l'Union.

L'atelier y relatif, organisé les 3 et 4 septembre 2015, visait quant à lui les objectifs ci-après : (i) recueillir l'avis technique des Experts et des Etats membres sur l'étude, en vue de sa validation ; (ii) assurer la cohérence des conclusions de l'étude par rapport au contexte juridique et réglementaire des Etats membres, de même qu'avec toute autre étude similaire dans le cadre réglementaire du financement privé des infrastructures.

Les principales recommandations validées à l'issue de l'atelier se présentent comme suit :

1. mise en place d'un statut d'opérateur régional. Ce statut nécessite au préalable : (i) le renforcement du statut actuel des régulateurs nationaux, (ii) le renforcement des capacités de négociation des Etats dans les contrats pour le financement privé des infrastructures, (iii) l'identification de l'Autorité chargée du contrôle des entités bénéficiant du statut d'opérateur régional et la clarification de son rôle ;
2. adoption d'une directive communautaire sur la fiscalité des PPP et la relance de la réflexion relative au Code communautaire des investissements dans l'UEMOA ;
3. approche régionale de la planification des projets régionaux d'infrastructures ainsi que des projets ayant un impact régional, avec un recours aux instances régionales spécialisées par secteur (exemple du WAPP) ou en PPP (exemple de l'URDPPP), tout en tenant compte du principe de subsidiarité ;
4. ouverture des secteurs d'infrastructures aux investisseurs privés ;
5. exclusion des Délégations de Service Public (DSP) du champ d'application des codes de marchés publics, afin que la DSP soit prise en compte dans la directive UEMOA relative aux PPP et sa transposition dans les législations nationales ;
6. uniformisation du régime des droits accordés aux titulaires de contrats PPP ;
7. prise en compte des études d'impact socioculturel et environnemental ;
8. renforcement des capacités dans le secteur des infrastructures ;
9. réflexion sur les possibilités de synergie d'action entre le Fonds Fiduciaire UEMOA et le Fonds d'amorçage, afin de faciliter davantage l'accès des promoteurs (Etats membres et secteur privé) aux facilités de financement des études de projets ;

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

10. recours plus large à BOAD TITRISATION, filiale de la BOAD, qui peut faciliter le financement des PPP par une nouvelle offre d'instruments de financement et de refinancement sur les marchés financiers ;

11. réflexion sur le rôle des institutions d'épargne réglementées, notamment les caisses de sécurité sociale, les organismes de retraite ou de

pensions, ainsi que les compagnies d'assurances-vie, pour un meilleur financement des infrastructures et le renforcement des capacités d'intervention des institutions financières nationales et régionales ;

12. réflexion sur la stratégie de financement des infrastructures dans les pays de l'UEMOA, en vue d'une allocation plus efficace des ressources d'une part, et d'autre part,

une plus grande synergie à court et moyen termes entre les différents instruments financiers promus par les institutions de l'Union.

Les conclusions de l'atelier sont reversées dans les travaux de définition d'une stratégie et d'un dispositif réglementaire de promotion des PPP au sein de l'Union ; lesdits travaux sont coordonnés par la Commission de l'UEMOA.

Le second atelier a permis d'amender et de valider les conclusions de l'étude sur « l'entretien routier dans les pays de l'UEMOA: bilan des 50 dernières années et perspectives » (cf. encadré 2 ci-dessous).

## ENCADRÉ 2

## Atelier de validation de l'étude portant « l'entretien routier dans les pays de l'UEMOA : bilan des 50 dernières années et perspectives »

Les conclusions de l'étude visée font l'objet de la deuxième partie du présent rapport annuel, au titre du développement consacré au "thème de l'année".

L'étude avait pour objectifs de dresser un état des lieux de l'exécution des travaux d'entretien routier dans les pays de l'UEMOA, de déterminer les besoins globaux en la matière, et aussi de faire un point sur le niveau de satisfaction des besoins, au regard de l'évolution des réseaux.

En ce qui concerne l'atelier, il s'est tenu les 7 et 8 septembre à Lomé, au siège de la Banque. Il a permis de recueillir les observations et avis techniques d'experts des Etats membres ou d'institutions diverses.

Les échanges ont porté sur les conclusions et recommandations de l'étude, mais aussi, plus globalement, sur les deux thématiques que sont : (i) les stratégies et modes d'organisation de l'entretien routier et (ii) le financement de l'entretien routier.

Les contributions des experts ont permis de compléter le diagnostic, les propositions de solutions et recommandations du Consultant.

A l'occasion de sa session de septembre 2015, le Conseil d'Administration de la BOAD a, à son tour, examiné et validé les conclusions de l'étude.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015****1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 2.2 SOUTIEN A LA CROISSANCE INCLUSIVE, A LA SECURITE ALIMENTAIRE ET AU DEVELOPPEMENT DURABLE

Sous ce registre, les projets financés en 2015 ont couvert les domaines prioritaires ci-après : (i) la sécurité alimentaire et la résilience agricole, (ii) le développement des infrastructures de base, (iii) l'inclusion financière. D'autres actions de développement durable ou d'assistance directe à des Etats ont également été menées.

### A. SOUTIEN A LA SECURITE ALIMENTAIRE ET A LA RESILIENCE AGRICOLE

Un projet de restauration, de protection et de valorisation du Lac Bam au Burkina Faso, d'un montant de 10 milliards FCFA, a été financé en 2015. Il vise à créer un pôle de développement économique dans sa zone d'influence, en contribuant durablement à la sécurité alimentaire (production de riz, de maïs et de cultures maraîchères, de poisson), à la lutte contre la pauvreté et à la protection des écosystèmes ainsi que du bassin versant dudit Lac.

Par ailleurs, la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre du programme d'assurance récolte de la Banque s'est poursuivie au cours de l'année, avec notamment :

- la réalisation, grâce à l'assistance technique du cabinet FINACTU, d'une mission d'appui au démarrage de deux projets financés en 2014 dans deux Etats membres, à savoir le projet d'appui à l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB) et le Projet d'appui à la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal (CNAAS) ;
- l'octroi d'avances de fonds au profit de la Côte d'Ivoire et du Togo pour le financement d'activités préparatoires au développement de l'assurance agricole. Les activités visées portent essentiellement sur (i) la mise en place

d'une banque de données agricoles fiables et (ii) le renforcement du réseau national de stations météorologiques. L'objectif est de constituer une base de données agro météorologiques, nécessaire au développement de l'assurance agricole.

A moyen terme, l'objectif plus global est de contribuer à la mise en place d'institutions d'assurance récolte dans chacun des Etats membres de l'Union ;

- le renforcement de capacités au bénéfice d'agents de la Banque, et l'organisation d'un voyage d'étude sur l'assurance récolte au Maroc.

### B. DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE BASE

En matière de voiries urbaines, la Banque a soutenu la réalisation de six projets, pour un montant de 81 milliards FCFA et un linéaire global de 399 km. Il s'agit de voies structurantes dans différentes villes de pays de l'Union (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali et Niger). Ces voies s'inscrivent pour l'essentiel dans les politiques ou programmes de désenclavement intérieur et extérieur des Etats membres de l'Union.

La réalisation des infrastructures visées devrait notamment contribuer à (i) accroître la mobilité des populations et la fluidité du trafic de marchandises, (ii) améliorer le cadre de vie et les conditions de transport et d'existence des populations, (iii) développer l'économie locale et lutter contre la pauvreté, (iv) dynamiser les échanges économiques aux niveaux national et régional (y compris le désenclavement de zones de production).

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'institution a financé un projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Parakou et de ses environs au Bénin, pour un montant de 8 milliards FCFA. Le projet permettra la connexion de couches ayant les revenus les plus faibles, à travers des branchements à coûts réduits, et contribuera à diminuer les maladies d'origine hydrique.

Dans le domaine de l'assainissement, un programme d'assainissement dans dix villes du Sénégal a été financé à hauteur de 10 milliards FCFA. L'objectif global dudit programme est d'améliorer de façon significative les conditions de vie et de santé des populations, en favorisant l'accès durable aux services publics d'assainissement.

En matière d'électrification rurale, la Banque a accompagné, pour 18 milliards FCFA, deux projets au Sénégal et au Niger.

Au Sénégal, le projet d'électrification de 177 villages par des mini-centrales solaires photovoltaïques, financé pour 10 milliards FCFA, a pour objet la réalisation de 130 mini-réseaux solaires dans des villages pôles de développement et chefs-lieux de communautés rurales situés à plus de 10 km du réseau de transport. Ce projet vise également

l'hybridation de 47 centrales diesel par ajout de champs solaires photovoltaïques. Il ambitionne de porter le taux d'électrification du pays en milieu rural de 29% en 2014 à 60% en 2016.

Le Programme d'électrification de 211 localités rurales au Niger, pour lequel la Banque a consenti un concours de 8 milliards FCFA, vise i) le raccordement de 166 localités proches du réseau électrique, au réseau Moyenne Tension (MT) existant, de même que ii) l'installation de mini-centrales équipées de groupes électrogènes diesel ayant des capacités de 60 à 100 kVA, pour les localités éloignées du réseau existant.

## C. RENFORCEMENT DE L'INCLUSION FINANCIERE

En matière de finance inclusive, la Banque a octroyé au Togo un prêt de 5 milliards FCFA en vue du renforcement des capacités d'intervention du Fonds National de Finance Inclusive, pour des prestations de services financiers au profit de 60 000 agriculteurs et 1 500 jeunes en fin de formation ou diplômés sans emploi. L'objectif du Fonds est de contribuer à sortir cette frange vulnérable de la population de la pauvreté.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## ENCADRÉ 3

## La BOAD et la promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA

Selon les statistiques, plus de la moitié des adultes en âge de travailler dans le monde, sont exclus des services financiers officiels. Cette situation affecte surtout les populations à revenus faibles des pays émergents ou en développement, où environ 80 % des pauvres n'ont pas accès aux services financiers de base.

L'inclusion financière suggère que les couches marginalisées et vulnérables puissent accéder à un large éventail de produits et services bancaires et financiers<sup>2</sup> adaptés à leurs besoins. Elle est cruciale pour faire reculer significativement la pauvreté, réduire les inégalités et assurer une croissance économique partagée et durable.

Au niveau de l'UEMOA, les efforts d'inclusion financière se reflètent notamment dans l'important développement de systèmes de financement décentralisé, dans la gratuité de services bancaires et dans l'appui à l'émergence de nouvelles infrastructures technologiques et de circuits de distribution innovants. Toutefois, le défi reste de taille, eu égard aux faibles taux de bancarisation, à l'insuffisance de l'offre de produits financiers adaptés, aux niveaux de pauvreté des populations de la région, ainsi qu'à la faible culture financière.

Face à cet enjeu, la BOAD s'implique aussi bien dans le renforcement des systèmes bancaires et de financement

décentralisé, que dans la promotion de véhicules dédiés que sont les Fonds nationaux de finance inclusive.

La Banque œuvre au renforcement des capacités d'intervention des institutions de microfinance qui contribuent aujourd'hui de manière directe au développement du secteur financier intermédiaire. Cet appui s'est traduit par l'octroi de plusieurs lignes de crédit destinées au refinancement de microprojets et d'activités génératrices de revenus. Le dispositif est complété par des lignes spécifiques mises en place dans le cadre de certains projets de développement rural et de sécurité alimentaire financés.

L'émergence des services financiers mobiles est aussi une opportunité pour réaliser rapidement l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest. La région enregistre ainsi un développement rapide du paiement mobile, grâce à l'adoption croissante du téléphone mobile par les populations au cours des dernières années.

La BOAD a pris une part active à cet essor des nouvelles technologies et de la téléphonie mobile, par la mise en place de financements au profit des sociétés de téléphonie, dans le cadre du déploiement de la fibre optique ainsi que de la création et de l'extension de la technologie cellulaire. L'augmentation induite de l'offre et de la couverture territoriale a permis aux

opérateurs de téléphonie de développer le "mobile money" et le "mobile banking", un mécanisme financier qui s'impose de lui-même dans la région et permet de toucher des populations dans les zones les plus reculées.

S'agissant des véhicules nationaux dédiés, la Banque a soutenu les initiatives des Gouvernements, notamment au Togo et au Bénin, en aidant au renforcement des capacités financières et opérationnelles des Fonds mis en place dans le but de satisfaire les besoins de produits financiers de proximité exprimés par les individus et les communautés n'ayant pas accès à des services financiers classiques.

Les Fonds soutenus ont vocation à promouvoir et approfondir les articulations entre les banques et les institutions de microfinance (IMF) en vue de l'augmentation et de la pérennisation de l'offre en finance inclusive en faveur des micro-entrepreneurs, des ménages pauvres ou à faibles revenus et des jeunes sans emploi.

Au total, la promotion de l'inclusion financière par la Banque porte sur 311,1 milliards FCFA dont 194,5 milliards FCFA en lignes de crédit mises en place (crédit rural, IMF et Fonds nationaux) et 116,6 milliards FCFA pour le développement de l'infrastructure (téléphone mobile).

<sup>2</sup> Microcrédit, transferts d'argent, micro-épargne, micro-assurance, micro-pension, etc.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## D. DEVELOPPEMENT DURABLE

L'année 2015 a été celle du démarrage de la mise en œuvre de la Stratégie Environnement & Climat 2015-2019, laquelle est une déclinaison de l'axe 2 du Plan stratégique 2015-2019 de la Banque, à savoir : « soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable ». La Stratégie Environnement & Climat a été déployée suivant ses différents axes, comme ci-après :

*Développement d'outils et de mécanismes efficaces de financement et de mobilisation de ressources en faveur de l'environnement et du climat* : à l'issue de différentes phases d'évaluation, au cours desquelles la Banque a démontré sa conformité aux normes fiduciaires minimales, aux normes de sauvegarde environnementale et sociale, ainsi qu'à celles liées à l'intégration du genre dans les procédures et politiques d'instruction des projets, le Conseil du FEM a approuvé, en juin 2015, l'accréditation de la BOAD en tant qu'Agence d'implémentation de projets du FEM. La BOAD devient ainsi partenaire du FEM, à l'instar d'autres institutions telles que le PNUD, la FAO, le FIDA, l'ONUDI, la BAD, etc.

Cette nouvelle accréditation, qui fait suite à celle obtenue auprès du Fonds d'Adaptation (FA) en juin 2011, confirme le bon positionnement de la BOAD dans le domaine de la croissance verte au plan régional.

Il convient de rappeler qu'en termes de perspectives, l'accréditation sous revue devrait permettre à la Banque de mobiliser des ressources de dons pour le cofinancement de projets qui prennent en compte la protection de l'environnement.

La Banque s'emploiera ainsi à l'identification de projets jugés prioritaires au sein des Etats membres, en vue de leur soumission au FEM, pour des cofinancements en dons à hauteur "d'un sixième" (1/6) du coût desdits projets.

Les activités mises en œuvre dans le cadre de l'opérationnalisation de l'accréditation de la Banque auprès du FEM et du Fonds d'Adaptation concernent notamment la préparation et la soumission de projets portant sur (i) la promotion de l'agriculture intelligente en Afrique de l'Ouest, (ii) la gestion durable des déchets dans les pays de l'UEMOA, (iii) le renforcement des capacités de résilience de l'agriculture, et (vi) la promotion des énergies renouvelables.

S'agissant du Fonds Vert pour le Climat, le processus pour l'obtention de l'accréditation est à sa première phase consacrée à l'analyse institutionnelle et de conformité.

En 2015, le portefeuille opérationnel administré par le Centre Régional de Collaboration (CRC) qu'héberge la BOAD, recensait près de 400 projets et programmes du Mécanisme de Développement Propre (MDP), dans des secteurs prioritaires tels que l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, le traitement des déchets, le boisement et reboisement ainsi que les foyers de cuisson améliorés. Ainsi, dans son rôle de soutien à la Stratégie Environnement et Climat de la BOAD, le Centre a identifié sept nouveaux projets MDP dans l'espace UEMOA, qui ont été proposés à la Banque pour financement. Parmi les projets visés, on note le Programme national de bio digesteurs du Burkina Faso, de même que le Programme régional d'éclairage public solaire, avec la Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables (SABER).

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Dans le domaine du renforcement des capacités des acteurs régionaux, le Centre a organisé ou participé à environ vingt événements, notamment l'atelier sur le financement axé sur les résultats des projets d'énergies renouvelables en partenariat avec la Banque Mondiale, l'étude sur le calcul du facteur d'émission du réseau électrique interconnecté des pays membres de la CEDEAO, conjointement avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement et le Secrétariat du WAPP, et l'étude d'opportunité de la mise en place d'un marché carbone national en République de Côte d'Ivoire. Au total, plus de 1 000 participants du secteur public, des entreprises privées, de la société civile et des organisations internationales, ont pu directement bénéficier de l'expertise du CRC. Ce volet se renforce davantage au vu des partenariats tissés par le Centre avec des organismes internationaux et régionaux du domaine du changement climatique, tels que le Centre des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique de la CEDEAO.

Sur la gouvernance climatique, le CRC Lomé a assisté ses Etats membres dans la préparation et la formulation des documents de Contributions Prévue Déterminées au niveau National (CPDN). Au final, une vingtaine de pays ont intégré, avec un avis favorable de la COP 21, les mécanismes de marché comme moyens de réalisation de leurs CPDN.

Enfin, le CRC Lomé a contribué à une participation fructueuse de la BOAD à la COP 21. De nouvelles opportunités de partenariats ont été identifiées pour la consolidation de la Stratégie Environnement & Climat de la Banque.

*Renforcement des capacités des unités opérationnelles dans le domaine des évaluations environnementales* : la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux a été systématique pour tous les projets soumis au financement de la Banque. Ainsi, près de 45 projets ont bénéficié d'un appui environnemental et social durant l'année 2015.

Une assistance technique de la BEI a été obtenue pour renforcer les capacités des agents de la Banque dans la formulation de projets éligibles au Fonds d'Adaptation (FA) et au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). De nouvelles procédures et normes environnementales mises en place ont fait l'objet d'une internalisation au niveau de la Banque. Des agents ont également participé à des activités de renforcement des capacités dans les domaines des changements climatiques et des énergies renouvelables.

*Renforcement du leadership de la BOAD, dans la sous-région, sur les questions environnementales* : la 21<sup>ème</sup> Conférence sur les Changements climatiques (COP 21), qui s'est tenue à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015, a été une occasion pour la Banque d'affirmer et de renouveler son engagement sur les questions environnementales. Outre la tenue d'une «Journée BOAD», la Banque a activement pris part aux travaux du Comité ad hoc des 4 institutions régionales (Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, CILSS et BOAD), relatifs à leur participation à la COP 21.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## ENCADRÉ 4

## La BOAD et le FEM : la mobilisation de ressources pour la lutte contre le changement climatique

La BOAD, institution commune de financement du développement des huit Etats membres de l'UEMOA, parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et son Protocole de Kyoto, a fait siennes les préoccupations soulevées par les changements climatiques, dont les effets ralentissent, voire annihilent les efforts de développement desdits Etats.

Dans ce contexte, et conformément à ses missions statutaires ainsi qu'à sa vision 2020, la Banque s'est engagée à apporter un appui à ses Etats membres, afin de les aider à renforcer leurs capacités à réduire leur vulnérabilité aux effets néfastes des dérèglements climatiques, bâtir une résilience et tirer profit de la finance climat, pour réduire durablement la pauvreté. Aussi, s'est-elle positionnée comme entité régionale capable de mobiliser des ressources environnementales additionnelles au bénéfice des huit pays de l'Union ; cela, à travers une accréditation auprès des mécanismes financiers internationaux dédiés à l'environnement et au climat.

En 2011, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a procédé au lancement d'un processus pour

l'accréditation de dix nouvelles agences de mise en œuvre de projets. La BOAD a saisi cette opportunité pour introduire sa demande d'accréditation auprès de ce mécanisme.

En rappel, le FEM est un des mécanismes financiers de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ; il a pour mission, entre autres, de fournir aux pays des moyens tangibles pour s'adapter à la modification du climat. Le FEM accorde des aides financières aux pays en développement ou en transition, en vue d'appuyer la réalisation de projets dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique, des eaux internationales, de la dégradation des sols, de la couche d'ozone et des polluants organiques persistants.

Après avoir réussi à prouver son intérêt en tant qu'agence pour le FEM à la première phase du processus en 2012, la Banque a poursuivi le renforcement de ses normes fiduciaires et normes de sauvegarde environnementale et sociale, pour les mettre en conformité avec les standards internationaux et ce, en vue d'une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et climatiques.

La 48<sup>ème</sup> réunion du Conseil d'Administration du FEM tenue au siège de la Banque Mondiale à Washington les 02 et 03 juin 2015, a examiné et approuvé le rapport du Panel d'Experts Indépendants qui a recommandé l'accréditation de la BOAD comme nouvelle Agence d'implémentation de projets du FEM.

Cette accréditation de la BOAD offre des perspectives de mobilisation des ressources à travers le cofinancement de projets environnementaux. L'objectif visé par la Banque est de faire bénéficier, aux pays de la zone UEMOA, de ressources disponibles pour le financement de projets environnementaux retenus comme priorités par les Etats et faisant partie de l'un des domaines de concentration du FEM, à savoir les changements climatiques, la biodiversité et la dégradation des terres.

Dans le cadre de l'opérationnalisation de l'accréditation, une mission circulaire a été effectuée en août 2015, auprès des points focaux opérationnels du FEM, afin d'identifier des projets éligibles au financement du Fonds. Deux projets ont été déjà formulés et les Project Identification Form (PIF) ont été élaborés et soumis à l'approbation du FEM.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## E. ASSISTANCE AUX ETATS

En matière d'assistance financière aux Etats membres, la Banque a consenti, au cours de l'année, des appuis financiers aux Etats, pour un montant global de 249 millions FCFA dans le cadre de l'organisation de séminaires régionaux ou de conférences, l'élaboration de manuels de procédures, etc.

De façon spécifique, l'assistance a concerné les principales actions ci-après : (i) organisation de la 16<sup>ème</sup> édition du Séminaire Régional de l'Organisation Internationale du Travail des praticiens de la Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) à Cotonou au Bénin ; (ii) organisation à Ouagadougou de la deuxième édition de la Conférence Internationale sur l'Energie Solaire en Afrique ; (iii) organisation de la Journée Nationale de l'Industrie en Guinée Bissau ;

(iv) organisation de la 9<sup>ème</sup> édition du Camp international des jeunes au Niger ; (v) élaboration d'un manuel de procédures du Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS), pour une étude de faisabilité ainsi que pour le plan d'affaires du Sous-Fonds PME au Sénégal ; (vi) organisation de la 3<sup>ème</sup> édition de la Semaine de l'emploi au Togo et ; (vii) réalisation de l'étude pour le transfert et l'appropriation d'infrastructures et équipement d'élevage, ainsi que d'industries animales, par l'Autorité du Liptako-Gourma (ALG).

Par ailleurs, la Banque a participé à la Table ronde de la Guinée Bissau pour le financement du Plan stratégique et opérationnel 2015-2020 « Terra Ranka », de même qu'à la Conférence internationale pour la relance économique et le développement du Mali, tenues respectivement le 25 mars 2015 à Bruxelles, et le 22 octobre 2015 à Paris.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## ENCADRÉ 5

## La BOAD à la COP 21 de Paris

*Sous la conduite du Président Christian ADOVELANDE, la Banque a pris part à la 21<sup>ème</sup> Conférence sur les Changements climatiques (COP21).*

Cette participation a été marquée par une collaboration avec les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO, de même qu'avec le CILSS, l'ensemble des institutions visées ayant convenu d'une approche commune sur la communication autour de leurs activités pour lutter contre les effets néfastes du changement climatique.

La délégation de la Banque a également mené diverses activités comprenant notamment :

- le suivi des négociations de l'Accord sur le climat qui se sont bouclées avec un accord contraignant pour atteindre l'objectif de limitation de la température mondiale à 1,5 degré celsius;
- une communication du Président ADOVELANDE sur la thématique de

«la mobilisation des ressources face au changement climatique en Afrique de l'Ouest» ; à cette occasion, le Président de la Banque a rappelé l'impérieuse nécessité de mobiliser des financements additionnels adaptés et innovants, en associant le secteur privé (PPP), les marchés financiers régionaux (émission d'obligations vertes), les fonds d'investissement et une parafiscalité adaptée ;

- l'animation d'une journée portes ouvertes de la BOAD ;
- la participation à des side-events spécifiques (érosion côtière, Facilité Régionale pour l'Accès à l'Energie Durable (FRAED), transformation dans le secteur de l'énergie dans le contexte des Contributions Prévues Déterminées au Niveau National

(CPDN)) ; à cela s'ajoute la participation à des panels de haut niveau, avec des institutions comme la BAD, sur les questions essentielles d'atténuation, d'adaptation et de sécurité alimentaire ;

- des rencontres bilatérales, qui ont permis d'identifier des partenariats pour le financement, le développement de projets et le renforcement de capacités ;
- des communications et points de presse.

La COP21 a permis à la BOAD d'inscrire son action dans le cadre des résolutions de l'accord sur le climat, lesquelles lui offriront des opportunités de financement, notamment dans la mise en œuvre des CPDN des pays de l'UEMOA.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 2.3. ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES ET DES ETATS, DEVELOPPEMENT DE L'INGENIERIE DU FINANCEMENT ET DES SERVICES

### A. PROMOTION DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE (PPP)

Conformément à une orientation issue de la session du 06 juin 2012 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, la Banque a créé en son sein, dès janvier 2014, l'Unité Régionale de Développement des Projets en PPP (URDPPP). La phase d'opérationnalisation de l'URDPPP s'est poursuivie en 2015 avec notamment le recrutement d'un cabinet pour la définition et la réalisation d'un modèle financier d'évaluation préalable. Ledit modèle a pour objet de servir d'outil d'aide à la décision des personnes publiques dans les processus PPP. L'Unité a, en outre, engagé des travaux d'élaboration d'un guide méthodologique sur les PPP.

Dans le cadre de l'élaboration d'autres outils destinés à la promotion des PPP, l'URDPPP anime en interne deux groupes de travail qui portent respectivement sur les thèmes (i) « financement et garanties » et (ii) « sélection des projets ». Un programme de renforcement des capacités en PPP a également été mis en œuvre au profit des agents de la BOAD. Il a porté sur l'initiation aux PPP, le financement des PPP et le suivi des projets en mode PPP.

Par ailleurs, un Comité Consultatif des Partenariats Public-Privé a été créé en février 2015. Il est composé de douze membres, à savoir : le Président de la BOAD, un représentant par Etat membre de l'Union, deux représentants de

la Commission de l'UEMOA et un représentant de l'URDPPP, celle-ci assurant le secrétariat. La vocation du Comité est d'être une plateforme régionale d'échanges d'expériences et d'expertises, afin de parvenir à une approche concertée de gestion de projets en PPP, de la phase initiale au bouclage du financement.

Le Comité a déjà tenu deux sessions. La première, organisée le 02 mars 2015, a été consacrée à la présentation de ses missions et attributions et à la détermination d'un consensus avec les Unités Nationales sur les fonctions nationales et régionales. La seconde quant à elle s'est tenue le 02 septembre 2015 et a porté sur la présentation i) des premières versions des outils méthodologiques, ii) du cadre institutionnel de l'Unité, ainsi que iii) du projet de stratégie élaboré dans le cadre de l'étude sur le cadre réglementaire et institutionnel des PPP dans l'UEMOA, ce dernier dossier étant piloté par la Commission de l'UEMOA. L'URDPPP poursuit sa contribution à l'étude en cours sur le cadre réglementaire et institutionnel des PPP dans l'UEMOA.

La Banque est désormais membre du Club MédAfrique PPP (dont l'objectif est de créer un réseau des principaux acteurs des PPP en France, au Maghreb et en Afrique noire francophone) ainsi que du Conseil Consultatif du GIF<sup>4</sup> (fonds promu par la Banque Mondiale), dont l'objectif est d'apporter l'expertise de financiers en vue de

<sup>4</sup> Global Infrastructure Fund

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015****1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

renforcer la préparation des PPP multinationaux et attirer les détenteurs de capitaux privés tels que les fonds de pension ou les compagnies d'assurance, pour le financement. La Banque a également contribué à l'approbation, par le Conseil des Donateurs du PPIAF, du programme d'appui au profit de l'UEMOA. Cet appui permettra de s'atteler à très court terme à la constitution d'un pipeline de projets afin de démarrer la phase des projets pilotes.

### **B. SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES ET A L'EMERGENCE D'ENTREPRISES D'ENVERGURE REGIONALE**

Dans ce registre, les concours octroyés se chiffrent à 55 milliards FCFA, pour le financement de deux unités industrielles, d'un hôtel, de deux projets d'énergie et d'une société de téléphonie mobile.

Les deux projets industriels soutenus se rapportent aux opérations ci-après :

- l'implantation d'une unité de broyage de clinker, d'une capacité de 500 000 tonnes de ciment par an, dans la commune d'Anyama (en Côte d'Ivoire), et la construction d'un entrepôt de stockage des matières premières, notamment le clinker, dans la commune de Treichville, près de la zone portuaire d'Abidjan ;

- l'implantation d'une unité industrielle de production de solutés pour perfusion intraveineuse, d'une capacité de 12 000 000 flacons par an, à Bayakh (au Sénégal).

Le projet hôtelier porte sur la réhabilitation et la mise aux standards "cinq étoiles" de l'Hôtel 2 Février de Lomé (au Togo), d'une capacité d'accueil de 256 chambres et 64 appartements.

S'agissant des projets énergétiques, ils concernent les opérations ci-après :

- la construction d'une centrale thermique duale (gaz et fioul) de 120 MW à Maria Gléta (à environ 20 km de Cotonou) au Bénin. Cette opération constitue la première phase de la centrale de 400 MW à réaliser d'ici 2020 ;
- l'implantation et l'exploitation d'une centrale thermique de 90 MW en Build Own Operate and Transfer (BOOT) à Kayes au Mali.

Enfin, le dernier projet est relatif au financement de l'implantation et à l'exploitation d'un réseau de services de télécommunication au Mali. Il devrait permettre de raccorder près de quatre millions d'abonnés en téléphonie et Internet.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

**1. TABLEAU D'ENSEMBLE**

**2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## C. OFFRE DE SERVICES ET DE PRODUITS NON CLASSIQUES AUX SECTEURS PUBLIC ET PRIVE

### 1. Financements innovants

La Banque a poursuivi les diligences relatives à la mise en place de produits liés à la finance islamique. Dans ce cadre, le rapport de l'étude de faisabilité et d'opportunité lancée en 2014, sur la mise en place, en son sein, d'un guichet dédié à la finance islamique, a été validé en juin 2015 par la BCEAO.

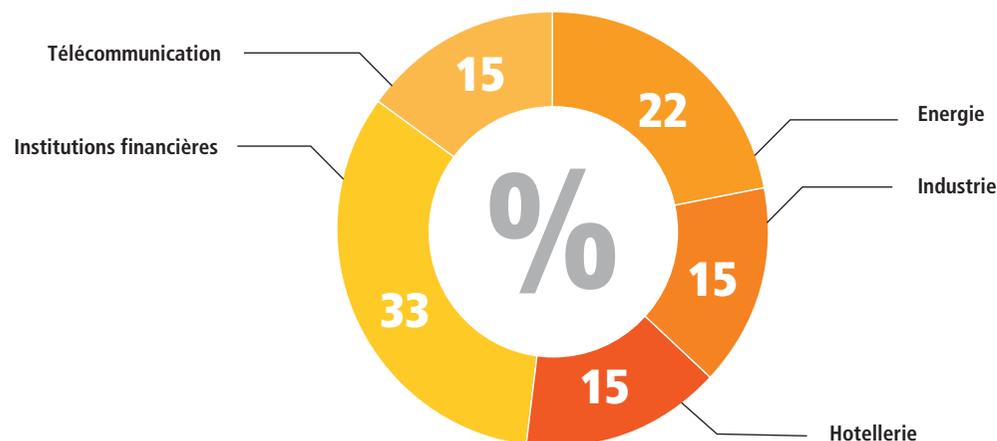
Au bénéfice de ce retour positif, un projet de plan d'actions visant à rendre opérationnel le Guichet FI a été finalisé et soumis à la BCEAO. L'objectif visé est que la BOAD puisse être intégrée dans le protocole d'accord BID/BCEAO en cours, dans le cadre de la promotion de la finance islamique dans la zone UEMOA.

Suite à une requête d'assistance technique adressée à la SID, une équipe de cette filiale de la BID, chargée du Programme des Institutions Financières Islamiques (IFI) a effectué, en octobre 2015, une mission d'identification approfondie de l'organisation et du fonctionnement de la Banque. Les résultats de cette mission ont abouti en décembre 2015, à une proposition d'assistance technique (AT) de la SID. Des diligences sont en cours pour la signature des différents contrats y relatifs.

Il est prévu que la BID (à travers sa filiale SID) apporte une assistance technique à la Banque au cours de l'année 2016, pour l'opérationnalisation du guichet finance islamique. Cette assistance devrait consister en un accompagnement technique multidisciplinaire, qui couvrira des piliers essentiels à savoir le choix des produits, les aspects juridiques, l'implémentation d'un logiciel informatique adéquat, la mise en place d'une comptabilité des opérations liées à la finance islamique.

Graphique 6

**APPROBATIONS DES FINANCEMENTS MLT EN FAVEUR DU SECTEUR PRIVÉ EN 2015 PAR DOMAINE D'ACTIVITÉS (EN %)**



## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 2. Financements de court terme

Huit opérations de court terme, d'un montant de 59,4 milliards FCFA, ont été mises en place. Elles concernent :

- le financement des besoins inhérents à la campagne cotonnière 2015-2016 au Bénin, pour un montant de 27 milliards FCFA. Les besoins couverts concernent notamment : (i) le remboursement de crédits relais mis en place pour l'approvisionnement en intrants des producteurs de coton, (ii) l'achat de coton graine auprès des cotonculteurs en vue de son égrenage et (iii) le paiement de charges afférentes au stockage, à l'évacuation et à la commercialisation du coton fibre.

L'objectif essentiel visé au titre de la campagne était la production de 280 350 tonnes de coton graine qui, une fois égrené, permettrait d'obtenir 120 130 tonnes de fibre de coton dont la quasi-totalité sera exportée ;

- le financement, à hauteur de 4,4 milliards FCFA, de la campagne cotonnière 2014-2015 au Mali : l'opération a pour objet le refinancement de crédits anticipés et des intrants mis en place en début de campagne, de même que le financement des besoins de trésorerie relatifs à l'achat de 575 000 tonnes de coton graine, à son égrenage ainsi que le transport et la commercialisation de 241 500 tonnes de coton fibre et de produits dérivés (graine de coton) de la campagne 2014-2015 ;

- le financement des besoins liés à la campagne cotonnière 2014-2015 au Burkina Faso, par la mise à disposition de Coris Bank International (CBI), d'une ligne de refinancement à court terme d'un montant de 6 milliards FCFA ;

- le financement, à hauteur de 8 milliards FCFA, de l'acquisition de matériels de réseaux et de groupes électrogènes, dans le cadre du programme d'urgence d'électrification rurale 2015-2016 au Niger ;

- le financement, pour un montant de 3 milliards FCFA, de l'assemblage et de la commercialisation de matériels roulants et d'engins agricoles au Sénégal ;

- le financement, à hauteur de 3 milliards FCFA, de l'importation de denrées alimentaires au Mali ;

- le financement, pour un montant de 4 milliards FCFA, de l'acquisition de matières premières en vue de la production d'intrants agricoles au Mali ;

- enfin, le renouvellement du prêt à court terme de 4 milliards FCFA en faveur de la Société africaine de transformation, de reconditionnement et de commerce (SATREC), pour l'importation de 2 750 tonnes de lait en poudre et sa transformation en produits laitiers.

Au total, les financements de court terme octroyés par la BOAD, depuis le lancement de ce produit en 2011, s'élèvent à 221,0 milliards FCFA, majoritairement en faveur d'opérations relevant du secteur agricole (57%).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

**1. TABLEAU D'ENSEMBLE**

**2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

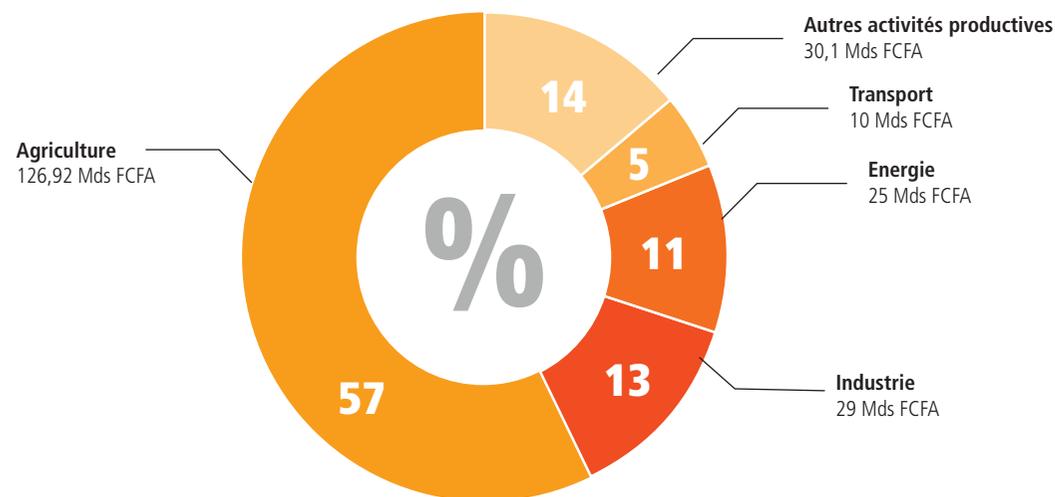
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Graphique 7

**RÉPARTITION PAR DOMAINE DES FINANCEMENTS COURT TERME AU 31 DÉCEMBRE 2015 (EN MILLIARDS FCFA)**



### 3. Prises de participation

Deux opérations de prises de participation ont été enregistrées, pour un montant total de 4,5 milliards FCFA. Elles visent le renforcement des fonds propres d'un fonds d'investissement et d'une compagnie aérienne. Il s'agit des entreprises ci-après :

- Fonds Investisseur & Partenaire pour le Développement 2 (IPDEV 2) : le projet a pour objet une prise de participation audit Fonds, pour un montant de 1,5 milliard FCFA.

L'objectif visé est d'incuber 10 véhicules d'investissement dans dix (10) pays africains (dont au minimum cinq en zone UEMOA) au cours des dix prochaines années afin de soutenir la création de 15 000 emplois.

- Compagnie Air Côte d'Ivoire : l'opération a pour objet une prise de participation complémentaire de la BOAD au capital social d'Air Côte d'Ivoire à hauteur de 3 milliards FCFA, dans le cadre du relèvement dudit capital de 25 milliards FCFA à 65 milliards FCFA.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

4. Activités d'arrangement de financement  
et de conseil

Concernant l'arrangement de financement, la Banque a pu mobiliser, en faveur de différents partenaires, 442,5 milliards FCFA, dans le cadre de mandats exécutés en 2015. En outre, des diligences ont été amorcées en 2015 en perspective du bouclage effectif des levées de fonds au titre des mandats visés ci-après :

- arrangement de financement en faveur de l'Etat béninois pour la réhabilitation et l'aménagement du tronçon Savalou-Tchetti (Mandat cadre de 200 milliards FCFA), pour un montant de 30 milliards FCFA ;
- co-arrangement BOAD-BIDC d'un financement de 270 milliards FCFA pour la construction d'une centrale thermique à cycles combinés d'une capacité de 372 MW ISO par la société STARENERGIE 2073 à Songon en Côte d'Ivoire ;
- mandat d'arrangement d'un financement de 220,2 milliards FCFA en faveur de l'Etat du Niger pour la réalisation d'infrastructures routières (phase 2) ;
- mandat d'arrangement d'un financement de 115 milliards FCFA en faveur de l'Etat du Bénin pour le financement partiel des besoins inhérents à la campagne cotonnière 2015-2016 ;
- mandat d'arrangement d'un financement de 130 milliards FCFA en faveur de l'Etat du Sénégal pour l'exécution du Programme d'Urgence d'Electrification Rurale (PUER) ;
- mandat d'arrangement d'un financement de 44,7 milliards FCFA en faveur de l'Etat du Sénégal pour la réalisation du programme d'assainissement de dix (10) villes.

S'agissant des activités de Conseil, dans le cadre de l'assistance à l'Etat du Niger pour la mise en concession de la gestion de l'hôtel GAWÉYE, les diligences se sont poursuivies pour le recrutement d'un Cabinet d'experts en vue de la réalisation de l'étude diagnostique. La consultation restreinte y afférente a été lancée en octobre 2015 auprès de six cabinets short listés.

A l'issue de l'analyse des offres, un consortium de cabinets a été déclaré adjudicataire provisoire. Des négociations concluantes ont été menées le 18 décembre 2015 avec ce groupement, en vue de l'attribution définitive de la réalisation de l'étude. Comme suite, un rapport d'analyse des offres a été transmis à la partie nigérienne le 30 décembre 2015 en vue de son examen, dans la perspective d'un quitus à donner à la BOAD pour la formalisation de la convention de prestation de services et le lancement des travaux.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 2.4. APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE MOBILISATION DE RESSOURCES

En vue de renforcer ses capacités de financement, la Banque a poursuivi ses actions de coopération et de mobilisation de ressources auprès des partenaires et sur le marché régional des capitaux.

Par ailleurs, suite à la mise en œuvre de diverses réformes qui ont notamment permis d'améliorer ses procédures, son organisation et ses niveaux de fonds propres, la Banque s'est soumise, en 2015, à l'évaluation des agences internationales de rating.

### A. CONVENTIONS SIGNEES EN 2015

Quatre conventions de financement ont été signées, pour un montant total de 113,51 milliards FCFA. Les opérations concernées sont celles ci-après :

- une ligne de crédit de 20 millions de dollars US (11,842 milliards FCFA), obtenue de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), destinée au financement d'opérations de court terme ;
- un placement de trésorerie d'un montant de 25 millions d'euros (16,399 milliards FCFA) de la Société Islamique pour le Développement du secteur privé (SID) auprès de la BOAD ;
- une ligne de crédit de la Société Islamique pour le Développement du secteur privé d'un montant de 30 millions d'euros (19,679 milliards FCFA), destinée au financement de projets du secteur privé ;

- une ligne de crédit de la Banque de Développement de Chine (BDC), d'un montant de 100 millions d'euros (65,59 milliards FCFA), destinée au financement de projets des secteurs public marchand et privé.

D'autres lignes de crédit ont été autorisées en 2015 par le Conseil d'Administration de la la Banque, mais n'ont pas encore été signées. Elles se présentent comme suit :

- ligne de crédit de la BADEA, d'un montant de 15 millions de \$US (9 milliards FCFA) ;
- ligne de crédit de la BAD, d'un montant de 140 millions d'euros (91,8 milliards FCFA) ;
- ligne de crédit de la KfW, d'un montant de 40 millions d'euros (26,2 milliards FCFA) ;
- ligne de crédit d'ITFC, d'un montant de 30 millions d'euros (19,7 milliards FCFA) ;
- ligne de crédit de BNP Paribas, d'un montant de 23 millions d'euros (15,1 milliards FCFA) ;
- placement de trésorerie de 32,8 milliards FCFA) de la SID

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

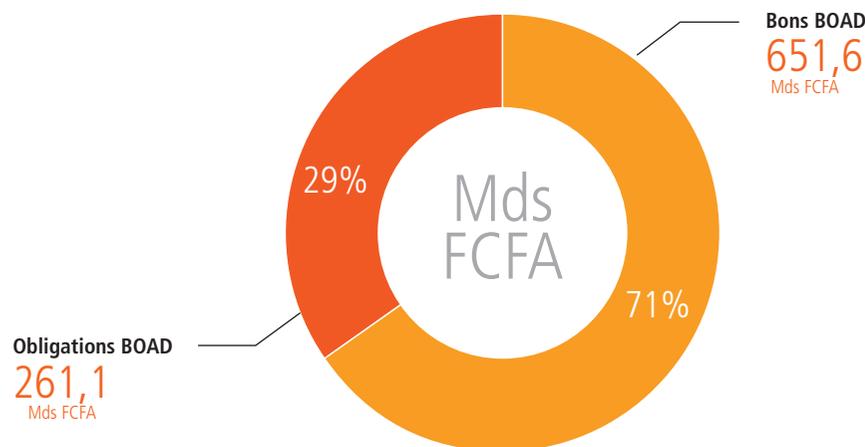
**B. MOBILISATION DE RESSOURCES SUR LE MARCHÉ REGIONAL DES CAPITAUX**

Sur le marché régional des capitaux, la Banque a effectué une émission de bons qui a permis de mobiliser 71,865

milliards FCFA en 2015, portant ainsi à 912,7 milliards FCFA le montant total des ressources d'emprunt collectées par l'institution sur le marché de l'Union depuis sa première émission en 1993. Les ressources ainsi collectées permettent de financer différents projets marchands.

Graphique 8

**RÉPARTITION EN BONS ET OBLIGATIONS DES RESSOURCES MOBILISÉES SUR LE MARCHÉ RÉGIONAL DES CAPITAUX À FIN DÉCEMBRE 2015.**



## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## ENCADRÉ 6

## NOTATION FINANCIÈRE DE LA BOAD

Pour la première fois, la BOAD a été notée par des agences de rating international.

Moody's lui a attribué la note «Baa1», qui correspond à la quatrième meilleure note accordée par cette agence à des entités africaines notées par elle, que lesdites entités soient des Etats ou des entreprises du secteur privé. La BOAD est ainsi classée après la Banque Africaine de Développement (AAA), le Botswana (A2) et l'Africa Finance Corporation (AFC)<sup>5</sup> (A3). A titre de comparaison encore, on peut relever que l'Afrique du Sud est notée (Baa2), soit à un cran en dessous de la note attribuée à la BOAD.

L'agence Fitch, quant à elle, a attribué la note « BBB ». Celle-ci correspond à la deuxième meilleure note attribuée à des entités africaines notées par elle, que lesdites entités soient des Etats ou des entreprises du secteur privé. La BOAD vient ainsi juste après la Banque Africaine de Développement, notée AAA.

Les deux notes "investment grade" attribuées à la BOAD, attestent de la qualité du crédit et de la gouvernance de la Banque, appréciations qui renforcent l'image positive de l'institution au plan international. Ces notes représentent des arguments positifs pour un accès, dans des conditions favorables, aux ressources du marché financier international.

Les agences ont souligné des atouts, de même que des faiblesses, qui ont motivé leur note pour la BOAD.

Au nombre des atouts, on retient :

- une place et un positionnement stratégiques dans le dessein de l'UEMOA ; ce qui permet à la Banque de bénéficier d'une prédisposition favorable des Etats membres à lui apporter tout leur soutien ;
- une bonne liquidité, eu égard notamment à la synergie créée avec le Fonds de Développement Energie d'une part, et aux possibilités d'accès de la Banque aux guichets de refinancement de la Banque Centrale, d'autre part. A l'instar de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la BOAD serait l'une des rares banques multilatérales de développement à avoir accès à une telle facilité ;
- le bénéfice, de la part des Etats membres, d'un statut de créancier préférentiel de fait ; ce qui explique notamment l'absence, dans les livres de la Banque, d'impayés relevant des Etats, même dans les périodes où certains de ces Etats ont été en proie à des crises ;
- la qualité de la gouvernance de l'institution, que renforce d'abord la "surcote" du nombre de voix attribué aux actionnaires non-régionaux dans les délibérations du

Conseil d'Administration. Cette gouvernance bénéficie ensuite d'une réelle stabilité, la BOAD n'ayant à ce jour pas connu de crise de gouvernance.

Toutefois, selon les agences, la Banque reste confrontée à des contraintes, notamment :

- un environnement régional difficile (pauvreté, faible développement humain, instabilité politique, etc.) ;
- une faible qualité de crédit de la clientèle ;
- une faible diversification géographique du portefeuille ;
- une faible capacité réelle des actionnaires régionaux, pour apporter un soutien financier en cas de besoin urgent ;
- des limites dans la capitalisation, dans la perspective du développement des concours en faveur du secteur privé.

L'obtention de notes « investment grade » ouvre des perspectives pour la mobilisation de ressources sur le marché international. Le lancement d'une première opération devrait intervenir courant 2016, si les conditions de marché le permettent.

<sup>5</sup> Africa Finance Corporation (AFC) a été créé en 2007 en tant qu'institution financière multilatérale panafricaine du secteur privée. Elle est basée au Nigeria.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## C. NOTATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE

Les agences Moody's et Fitch ont évalué la Banque en début d'année 2015 et lui ont attribué, au terme de leurs analyses, des notes de la catégorie "investment grade", laquelle correspond à un "risque de qualité" pour les investisseurs sur les marchés financiers.

## D. COOPERATION ET PROMOTION DE PARTENARIATS

Au cours de l'année, la BOAD a poursuivi les actions visant l'approfondissement et l'élargissement de ses partenariats.

A cet égard, elle a été appuyée par la présidence de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, dans ses démarches à l'endroit de pays comme le Qatar, le Koweït, la Russie, les Emirats Arabes Unis, l'Afrique du Sud, etc. Ce parrainage des plus hautes autorités de l'Union constitue un soutien important dont la Banque se félicite.

La Banque a également poursuivi les échanges entamés depuis 2014 auprès de la Corée du Sud, du Royaume-Uni, de la Malaisie, du Japon, de la Turquie et du Brésil.

Dans la même veine, et en collaboration avec les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, les consultations se sont poursuivies avec la Commission de l'Union Européenne, en vue d'une prise en compte de la Banque dans le PIR 11<sup>ème</sup> FED, et plus généralement pour l'établissement de relations de coopération étroites entre la Banque et la Commission de l'Union européenne. A celle-ci, la BOAD a, entre autres, soumis une requête d'évaluation des sept piliers, en vue de son accréditation comme gestionnaire indirect de ressources de la Commission européenne.

Il convient également de souligner que la BOAD a assisté en juillet 2015, à la signature du Programme Indicatif

Régional (PIR) Afrique de l'Ouest du 11<sup>ème</sup> FED, par les Commissions de l'Union Européenne, de la CEDEAO et de l'UEMOA. C'est la première fois que la BOAD était conviée à une telle cérémonie.

En ce qui concerne spécifiquement le renforcement de la coopération avec les partenaires traditionnels, il est à noter la visite de travail effectuée par le Président de la Banque au siège de la Banque Mondiale en mai 2015. Cette visite a permis de relancer la coopération entre les deux institutions.

Il convient de noter enfin, l'adoption d'un manuel de conduite des activités de coopération dont l'objet est de mieux codifier les approches de la Banque.

## E. ETUDES ET PROSPECTIONS EN COURS

Les conclusions d'une étude sur le refinancement de la BOAD, réalisée dans le cadre d'un dialogue spécifique avec le Conseil des Ministres, ont été exploitées et ont aidé à formuler des propositions qui ont débouché en décembre 2015 à la décision du Conseil des Ministres de mettre en place un mécanisme de bonification au sein du guichet concessionnel de la BOAD (le FDC).

Ledit mécanisme sera principalement abondé par des ressources concessionnelles internes que mettront en place les Etats membres et les Organes et Institutions de l'Union. La création de ce mécanisme permettra à la Banque de relancer ses financements concessionnels et de jouer plus pleinement son rôle d'instrument de financement à un moment où les Etats de l'Union aspirent à l'émergence économique, et ont, de ce fait, besoin de ressources en volumes importants et de conditions adaptées au financement du développement.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 2.5. MISE EN PHASE DE LA GESTION ET DE LA GOUVERNANCE

### A. SECURITE JURIDIQUE DES OPERATIONS

Dans le cadre de la modernisation de ses textes et du renforcement de sa gouvernance, la Banque a adopté divers textes opérationnels. Il s'agit essentiellement de ceux-ci après :

- Manuel de procédure d'approvisionnement de la BOAD ;
- Manuel de procédure de gestion des clients et des fournisseurs à la BOAD dans le système SAP ;
- Processus de traitement, d'élaboration, de contrôle et de signature des bons de commande dans le système SAP ;
- Politique d'annulation des financements accordés par la Banque ;
- Dispositif de gestion du Plan de Continuité d'Activités (PCA) ;
- Modalités de contrôle a priori et a posteriori des marchés financés dans le cadre des opérations et des besoins de la Banque ;
- Deuxième Plan de gestion prévisionnelle des emplois et compétences.

Elle a, en outre, dans le cadre de l'amélioration continue des conditions de travail, procédé à la relecture et à l'actualisation du Statut et du Règlement du personnel.

### B. ACTION MARKETING ET COMMUNICATION

Les actions menées ont eu pour objectifs principaux de renforcer la visibilité de la Banque et de mieux organiser son approche du secteur marchand.

En matière de communication et de relations publiques, la Banque a ainsi poursuivi le renforcement de ses relations avec les médias des pays membres, à travers l'organisation de séminaires d'information des journalistes économiques, sur le thème «le cycle d'un projet financé par la BOAD». Ces séminaires, organisés au Mali, au Burkina Faso, au Niger, en Côte d'Ivoire et au Sénégal ont permis à la presse sous-régionale de mieux comprendre les processus internes de la Banque en matière de financement de projets, avant, pendant et après le lancement des diligences. Ils ont également permis de cerner les procédures et politiques de passation des marchés, de lutte et prévention de la fraude, de la corruption et du blanchiment de capitaux ; en outre, ces rencontres ont porté sur les politiques et procédures de conformité et de règlement des griefs.

De nombreuses initiatives de communication ont permis de renforcer l'image institutionnelle de la Banque, notamment suite aux notes positives obtenues de Moody's et Fitch, et à l'accréditation de la Banque comme agence d'implémentation du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). La communication a également appuyé la participation de la BOAD à la COP 21. Quant à la disponibilité de l'information sur la BOAD, elle a été renforcée par des actions de communication dans des numéros spéciaux édités par de grands journaux internationaux, principalement destinés à un public de spécialistes de l'économie et de la finance internationales.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Dans le domaine du marketing, la Banque a poursuivi la mise en œuvre du Plan marketing et commercial adopté en 2013. Elle a ainsi organisé des rencontres d'information et d'échanges avec le secteur marchand au Mali, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Ces rencontres ont réuni les clients et prospects de la Banque (promoteurs de projets, banques commerciales), les prescripteurs (Chambres de commerce et d'Industrie, Agences de promotion des investissements, Centres du secteur privé). Les objectifs visés étaient de raffermir le relationnel avec les principaux acteurs de promotion du secteur marchand, de réaffirmer l'engagement de la Banque d'accompagner le financement du développement et de s'assurer une meilleure visibilité dans les différents pays visités.

## C. PERFORMANCE DU PERSONNEL

Au cours de l'exercice, la Banque a poursuivi les actions entreprises dans le cadre de la modernisation de sa politique de gestion des ressources humaines. Ces actions se sont particulièrement matérialisées par l'élaboration de

son deuxième Plan de Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC) ; elles ont également porté sur l'actualisation des outils y afférents, sur la relecture des textes régissant le personnel (Statut et Règlement du personnel), sur le suivi du dispositif de fixation d'objectifs et d'évaluation des performances et sur la mise en œuvre d'un programme d'activités sociales.

En outre, dans la continuité de son programme de renforcement des capacités du personnel, la Banque a poursuivi ses actions de formations individuelles et collectives ciblées. L'approche systémique adoptée devrait continuer d'assurer les compétences nécessaires au fonctionnement de l'institution.

L'effectif est resté relativement stable. Ainsi, au 31 décembre 2015, la Banque compte un effectif global de 294 agents (280 agents au titre de l'effectif opérationnel, 8 agents en détachement, 6 agents en disponibilité). Cet effectif est appuyé par deux assistants techniques. L'effectif opérationnel est détaillé dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2

## EFFECTIF OPÉRATIONNEL DE LA BOAD DE 2013 À 2015

	Effectif au 31.12.2013	Effectif au 31.12.2014	Effectif au 31.12.2015
PERSONNEL PROFESSIONNEL	158	161	153
PERSONNEL D'APPUI	120	130	127
<b>TOTAL</b>	<b>278</b>	<b>291</b>	<b>280</b>

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

D. GESTION DU PATRIMOINE ET SECURITE  
DES PERSONNES ET DES BIENS

Les travaux de rénovation du bâtiment du Siège se sont poursuivis dans le but d'améliorer davantage le cadre de travail. Le mobilier de bureau a également été renouvelé pour apporter plus de confort aux agents dans la réalisation quotidienne de leur mission.

Par ailleurs, le programme immobilier au profit du personnel a continué de s'exécuter avec notamment la poursuite de la construction de 134 logements sociaux, par voie de prêts aux agents, ainsi que d'un centre de loisirs pour la Cité BOAD.

En ce qui concerne le site de repli de la BOAD à Cotonou, des travaux préliminaires de réhabilitation ont été réalisés, en particulier l'expertise du bâtiment et la reprise du plan architectural.

Une évaluation du dispositif de sécurité des personnes et des biens, au Siège comme dans les Missions Résidentes, a été faite et a entraîné le rattachement de la fonction Sécurité au cabinet du Président, en vue de sa modernisation dans le cadre d'une nouvelle politique de sécurité en phase avec le contexte sécuritaire qui prévaut dans la sous-région.

Cette évolution de la sécurité des biens et des personnes, s'est notamment concrétisée par la création, à la fin de l'année 2015, d'une Unité de Gestion de la Sécurité (UGS), rattachée au cabinet du Président. Cette unité poursuivra la modernisation de la gestion de la sécurité à la Banque.

E. SUIVI-EVALUATION DES OPERATIONS  
ET GESTION DU SAVOIR

*En matière d'évaluation rétrospective de projets*, la Banque a conduit des missions d'évaluation de trois projets en exploitation. Il s'agit, (i) en Côte d'Ivoire, du projet d'implantation d'une unité de transformation de fèves de cacao par la Société Ivory Cocoa Products SA à San Pedro, et du projet d'implantation d'une aciérie par les « Acières de Côte d'Ivoire » à Abidjan ; (ii) au Mali, du Projet de développement du secteur de l'artisanat – (PDSA).

Par ailleurs, dans le cadre de la capitalisation des données sur l'évaluation de performances des projets, une base de données a été implémentée. L'objectif visé est de rendre disponibles les leçons à tirer en termes de rétroaction, dans le but de mieux orienter les interventions futures de la Banque. Dans le cadre de la mise en exploitation de l'application y relative, il a été procédé à la saisie ainsi qu'à l'élaboration de la synthèse des rapports de performances sur les projets couvrant la période 1993 - 2015.

*Concernant les évaluations thématiques*, un atelier de validation du rapport provisoire de l'évaluation portant sur la « durabilité des infrastructures financées par la BOAD dans le sous-secteur du transport routier, de 2000 à 2012 : constats et enseignements tirés », a été organisé le 15 décembre 2015 au siège de la Banque. Cette rencontre a regroupé des Experts en projets routiers venus des Etats membres de l'UEMOA, du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et de la Commission de l'UEMOA.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

*Dans le domaine des évaluations d'impacts*, l'année 2015 a été consacrée, entre autres, à la poursuite de la préparation de l'évaluation d'impact du Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA). Dans ce cadre, les experts de l'assistance technique obtenue de « International Initiative for Impact Evaluation (3IE) » ont effectué des missions au Togo, au Sénégal, au Bénin et en Côte d'Ivoire. Ils y ont animé des ateliers de renforcement de capacités et d'échanges, en vue de l'élaboration des notes méthodologiques devant permettre, le moment venu, la conduite des évaluations d'impacts des projets du PSSA.

*Au niveau du suivi-évaluation des projets/programmes*, les activités réalisées ont porté sur le suivi-évaluation à la phase d'instruction de 21 projets, le suivi-évaluation au cours de la mise en œuvre des projets, de même que sur l'analyse de l'état d'exécution ainsi que des résultats de développement (EERD) des projets approuvés de 2009 à 2014.

*Au titre des réunions techniques de partage d'expériences*, la Banque a participé à la Semaine ougandaise de l'Évaluation du 09 au 13 mars 2015 à Kampala, à la réunion technique de l'International Initiative for Impact Evaluation (3IE) du 13 au 17 avril 2015 à Washington aux USA, au Colloque régional sur l'évaluation des politiques publiques du 07 au 09 juillet 2015 à Cotonou au Bénin, à la réunion des Cellules Nationales de Suivi du Programme Économique Régional de l'UEMOA (PER-UEMOA), ainsi qu'à l'atelier sur l'opérationnalisation du logiciel de suivi des projets du Programme Économique Régional (PER), du 23 au 28 novembre 2015 à Dakar au Sénégal.

En outre, des séances de capitalisation ont été organisées au profit des agents impliqués dans le cycle de projet. De même, des actions de renforcement des capacités des responsables de suivi-évaluation ont été conduites. À cet égard, le Coordonnateur de la Cellule d'Évaluation de la

Commission de l'UEMOA et les responsables de suivi-évaluation de deux projets du Bénin et du Burkina Faso, ont fait une immersion au sein de la structure chargée du suivi-évaluation de la Banque.

*En matière de gestion du savoir*, l'opérationnalisation de la stratégie de gestion des connaissances a été poursuivie. À ce titre, la Banque a mis l'accent sur l'implémentation d'un système de veille informationnelle, d'analyse de visibilité et d'« e-réputation » de ses activités sur les réseaux internet et sociaux. Elle a également engagé, en collaboration avec la BCEAO et la Commission de l'UEMOA, des réflexions en vue de la mutualisation d'une partie des ressources documentaires respectives. Dans le cadre de la dématérialisation du fonds d'archives, il a été procédé à la numérisation d'un stock de plusieurs centaines de dossiers de projets et d'études opérationnelles.

F. GOUVERNANCE, SYSTEME DE CONTROLE  
ET GESTION DES RISQUES

Au cours de l'exercice, la Banque a poursuivi ses efforts pour le renforcement de sa gouvernance et la modernisation continue de ses outils de gestion.

*Audit interne, contrôle financier, contrôle des marchés* : plusieurs domaines d'activité de l'institution ont été couverts par l'activité d'audit interne : sécurité informatique, financement des opérations, finances, Missions Résidentes, etc. Ces audits ont fait ressortir des points forts dans les différents domaines couverts et ont formulé des recommandations relatives aux points susceptibles d'améliorations, en vue de renforcer le système de contrôle interne et la maîtrise des risques. Le contrôle des marchés a porté sur la conformité des marchés passés aux procédures de la Banque.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

*Comité d'Audit de la Banque* : il a tenu ses deux réunions statutaires au cours desquelles ont été examinés les dossiers ci-après : (i) les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ; à ce sujet, le Comité a donné son avis au Conseil d'Administration sur lesdits états ; (ii) le bilan des activités 2015 et le projet de programme d'activités de l'Audit interne pour l'exercice 2016 ; (iii) la situation du portefeuille de la Banque au 30 septembre 2015 et les états financiers intérimaires à la même date ; (iv) les résultats de la consultation pour la désignation du Commissaire aux comptes de la Banque pour les exercices 2016-2018, sur lesquels le Comité a donné son avis au Conseil d'Administration.

Le Comité a formulé des recommandations concernant, entre autres, le suivi du portefeuille, le traitement à réserver aux entreprises défaillantes sur les marchés relatifs aux projets financés par la BOAD, l'évaluation externe du service d'Audit interne de la BOAD.

*Contrôle externe* : le Cabinet KPMG-CI, Commissaire aux comptes, a examiné et certifié, sans réserve, les comptes de l'exercice clos au 31/12/2014 de la Banque, du FDC et du FDE. Dans le cadre de la mobilisation des ressources sur le marché financier international, il a également procédé à la revue des comptes intermédiaires de la Banque au 30/06/2015 et au 30/09/2015. Le Commissaire aux comptes a également conduit une mission d'intérim au titre de l'exercice 2015 portant sur l'examen du contrôle interne, du management des risques et du système d'information.

Dans le cadre de la promotion de l'éthique ainsi que de la prévention et de la lutte contre la fraude et la corruption, la Banque a poursuivi l'amélioration du dispositif y relatif, à travers le renforcement des capacités et des actions de communication. A cet effet, des missions ont été conduites dans cinq Etats de l'Union pour sensibiliser les journalistes sur le dispositif de lutte contre la fraude et la corruption

mis en place au sein de l'institution. Quant au Comité d'Éthique, il a poursuivi ses travaux sur la base du Code d'éthique du personnel.

*Gestion axée sur les résultats et les performances* : l'animation des outils de pilotage mis en place (réseau de tableaux de bord, système d'évaluation des performances, analyse des indicateurs clés de performances) a permis un meilleur suivi des performances.

Les contrats de performance 2015, arrêtés avec les différents centres de responsabilité, ont fait l'objet d'une évaluation de leur mise en œuvre à travers les notes de synthèses trimestrielles de l'état d'exécution des contrats de performance. Chaque centre de responsabilité a par ailleurs assuré la tenue régulière de son tableau de bord, pour un meilleur suivi de l'atteinte des objectifs assignés.

*Gestion des risques* : l'amélioration de la gestion des risques de crédit s'est renforcée par la poursuite d'émission d'avis de seconde opinion pour une meilleure sélectivité des projets, un meilleur suivi sur le terrain, de même que le recours à différents moyens légaux de recouvrement de créances. Au niveau du risque de marché, il convient de relever la signature de contrats de couverture à terme du risque de change ; toute chose qui mitige l'exposition de la Banque au risque de marché.

La mesure et l'évaluation des risques opérationnels se sont poursuivies conformément à la cartographie globale mise en place dans le cadre du système intégré de gestion des risques inspiré des règles de Bâle.

Soulignons enfin, l'actualisation des manuels relatifs aux domaines ci-après : procédures d'audit interne, méthodologie de dépréciation des prêts, prises de participation et garanties, procédures applicables au financement et au suivi des opérations à court terme.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## ENCADRÉ 7

## Atelier de validation d'une étude portant : «évaluation thématique de la durabilité des projets routiers : constats et enseignements des financements de la BOAD de 2000 à 2012»

L'étude menée s'inscrivait dans le cadre des programmes de mesure d'impacts et d'évaluation rétrospective des opérations financées par la Banque. Sa justification découlait notamment de l'idée selon laquelle la pérennité des infrastructures routières ne dépend pas seulement des mesures nécessaires en matière d'entretien, mais découle également des conditions de leur conception ou de leur réalisation.

Ainsi, lorsque l'élément durabilité n'est pas pris en compte de façon complète, à travers toutes les étapes du cycle de projet, celui-ci perd de son efficacité et de son efficience en termes de résultats de développement et, en particulier, en termes de continuité de flux desdits résultats. Ainsi, pour mieux appréhender les facteurs de non durabilité des projets d'infrastructures routières, la Banque a conduit l'évaluation thématique, en rapport avec ses propres financements mis en place de 2000 à 2012. En ce qui concerne l'atelier de validation, il s'est tenu le 15 décembre 2015 dans l'enceinte de la Banque. Il avait pour objectifs :

- de susciter des discussions autour des principales activités de conception, de mise en œuvre et d'exploitation des projets routiers, en vue de faire ressortir leurs influences

respectives sur la durabilité desdits projets (durabilité technique, environnementale et sociale, durabilité institutionnelle et renforcement des capacités, appropriation et durabilité des partenariats, durabilité ou viabilité financière) ;

- de favoriser un partage d'expériences sur la problématique de la durabilité des projets d'infrastructures routières ;
- de contribuer à l'amélioration du rapport.

L'atelier a regroupé des Experts en projets routiers venus des Etats membres de l'UEMOA, du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et de la Commission de l'UEMOA. Il a été conduit suivant deux panels.

Le panel 1 a été consacré aux aspects techniques de la conception, de la réalisation, du contrôle et surveillance, de même qu'au contrôle géotechnique des projets routiers ; il a permis d'identifier des causes principales de non durabilité des infrastructures routières suivant quatre axes, à savoir :

- des études techniques de projets routiers insuffisantes : (i) légèreté dans l'identification des projets ; notamment, mauvaise qualité des termes de référence ; (ii) mauvaise qualité des études techniques ; (iii) absence de contrôle et de vérification des résultats des études techniques par rapport à un système de qualité au niveau des unités de gestion des projets ;
- une surveillance et un contrôle des travaux routiers inadéquats : (i) non anticipation des problèmes potentiels ; (ii) revue de la baisse ou modification des dispositions techniques des projets, sans justification par des missions de contrôle et sans l'avis préalable du client (maître d'ouvrage) ; (iii) négligence des membres des équipes de contrôle ;
- une exécution des travaux routiers imparfaite : (i) manque de contrôle interne au sein des entreprises ; (ii) inadéquation des moyens matériels et humains ; (iii) non optimisation du choix des matériaux ; (iv) non-respect du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ainsi que des mesures de sécurité des ouvriers et usagers ; (v) faible implication du Maître d'Ouvrage et des ONG locales pendant la phase d'exécution des projets ;

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015****1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

**ENCADRÉ 7 (SUITE)**

- un contrôle géotechnique des travaux quasi inexistant : (i) analyse superficielle des aspects géotechniques lors de l'élaboration des études techniques et du dossier de consultation des entreprises (DCE) ; (ii) non maîtrise des contraintes et des données techniques ; (iii) insuffisance de l'étude du trafic ; (iv) manque de rigueur, de formalisme dans l'élaboration des cahiers des charges, notamment pour ce qui concerne le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le panel 2, dont le thème a été : «rôles de l'assainissement, de la gestion des impacts environnementaux et sociaux, ainsi que de l'entretien routier, dans la non durabilité des infrastructures routières» a été l'occasion d'échanger sur les causes liées aux trois axes ci-après, identifiés comme facteurs de non durabilité des infrastructures routières :

- un mauvais assainissement et drainage des eaux pluviales : (i) action de l'eau sur les matériaux de la chaussée ; en effet, l'eau, en contact des matériaux de la chaussée,

entraîne un vieillissement des enrobés bitumineux, un décollement des couches, des fissures dans les couches de la chaussée, lesquels à leur tour augmentent l'attrition (usure des matériaux) et la teneur en eau ; (ii) stagnation d'eau à proximité de la chaussée, favorisant des infiltrations dans le corps de la chaussée ; (iii) sous-dimensionnement et/ou manque d'ouvrage de recueil longitudinal favorisant les infiltrations dans le corps de la chaussée et la stagnation d'eau à proximité de la route.

- une insuffisante gestion des impacts environnementaux et sociaux et une négligence dans l'assainissement solide : (i) non dissociation du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) des études et du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) des entreprises, ce qui entraîne parfois l'absence d'une désignation explicite des acteurs devant réaliser les activités contenues dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ; (ii) insuffisante identification de toutes les activités à consigner dans le Plan de

Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et absence de rubriques budgétaires dédiées à certaines activités identifiées ; (iii) non prise en compte de tous les aspects fondamentaux dans l'élaboration du Plan Assurance Qualité (PAQ).

- la faiblesse de l'entretien routier : (i) entretien routier curatif au lieu d'un entretien routier préventif à privilégier ; (ii) marginalisation de l'entretien périodique au profit de coûteuses opérations de réhabilitation ; (iii) inadéquation de la stratégie adoptée par rapport aux ressources financières y afférentes ; (iv) difficultés de mobilisation et de sécurisation des ressources pour l'entretien courant comme pour l'entretien périodique ; (v) généralisation du contrat annuel au lieu des marchés pluriannuels.

Au terme des travaux, l'importance d'une telle évaluation a été réaffirmée.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## G. MODERNISATION DU SYSTEME D'INFORMATION

Les activités de la Banque dans ce domaine ont eu essentiellement trait à la poursuite de la mise en œuvre d'un Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI), à la modernisation et à la sécurisation des infrastructures informatiques, ainsi qu'à l'exécution des actions prévues dans le Schéma Directeur Informatique.

*Au titre du SMSI*, le plan d'action de correction des failles de sécurité a été finalisé et un audit documentaire a été fait par le Cabinet AFNOR, retenu pour la certification de la Banque à la norme ISO 27001. Cette action constitue la première étape du processus de certification, qui se poursuivra par un audit à blanc de la sécurité du système d'information et s'achèvera par l'audit de certification lui-même.

*Au titre de la modernisation des infrastructures informatiques*, la Banque a consacré ses efforts à la réalisation d'un réseau de communication d'entreprise entre son siège et ses Missions Résidentes via des antennes VSAT.

Les installations ont été réalisées et sont opérationnelles à Lomé, Cotonou, Ouagadougou et Abidjan. La finalisation prochaine des installations de Dakar marquera la fin de l'étape 1 du projet. La phase 2 concernera Bamako, Niamey et Bissau.

*Au titre du Schéma directeur informatique*, l'ERP (Enterprise Resource Planning), en l'occurrence le SAP, a été mis en production et est opérationnel, notamment au niveau des modules "Material Management" (MM), "Human Resources" (HR) et "Finance And Controlling" (FICO).

*La refonte et l'harmonisation du système de gestion* de la base de données développée sous l'application FoxPro en SQL SERVER se sont poursuivies, de même que la reprise des applications spécifiques dans le même environnement.

*Au titre de la sécurité informatique*, le Plan de Continuité d'Activités (PCA) a connu un maintien en condition opérationnelle, par des tests réguliers de son plan de reprise informatique et des tests utilisateurs.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## ENCADRÉ 8

## Vers la certification de la sécurité du système d'information de la BOAD

Le système d'information (SI) est le centre nerveux de toute entreprise. A la BOAD, il constitue un élément critique de fonctionnement optimal de l'institution, en même temps qu'il est un vecteur stratégique d'amélioration de sa productivité.

Dans sa quête de nouveaux horizons de développement, reflétée dans son Plan stratégique par une volonté d'intensification et de diversification de ses activités, la Banque a entrepris la modernisation et la sécurisation de son système d'information ; une nouvelle étape importante de celle-ci sera sa certification à la norme ISO 27001. Il convient de rappeler que l'ISO 27001 est un référentiel international qui spécifie les exigences concernant un Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI). Cette norme fournit les outils pour une évaluation pertinente des risques et la mise en place de contrôles appropriés pour préserver la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information. Le but est de protéger l'information de l'organisation contre toute perte ou intrusion.

En effet, l'information est un actif précieux dont la valeur est importante pour la Banque et, comme toutes les entreprises aujourd'hui, la BOAD est de plus en plus dépendante des systèmes d'information et des services associés. Elle a donc besoin d'être protégée avec précaution.

Avec la certification, la BOAD devrait se doter de moyens :

- de maîtriser la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information, pour maintenir son niveau de compétitivité, sa profitabilité et son image commerciale ;
- de satisfaire aux exigences légales, réglementaires et contractuelles ;
- d'améliorer le management Corporate et rassurer ses différents partenaires (clients, actionnaires, fournisseurs, etc.) ;
- d'identifier les menaces, grâce à une réelle évaluation du risque. La vulnérabilité du système et les probabilités de dysfonctionnement

sont en mesure d'être évaluées et les impacts potentiels mesurés.

Il convient de souligner que la norme ISO 27001, s'appuie sur un système de certification organisé au niveau international ; avec comme avantages (i) pour la Banque : la possibilité de concourir sur des marchés où elle est positionnée comme une exigence ; un avantage concurrentiel lié au certificat de conformité ; une limitation de la responsabilité du dirigeant, notamment dans certaines affaires ; un renversement de la charge de la preuve ; (ii) pour les clients : la garantie par un tiers ; une simplification des appels d'offres.

Ainsi, en se certifiant à la norme ISO 27001, la Banque ajoute un nouveau label qualité à son système de Gouvernance, dans la mesure où c'est le système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) qui est évalué et certifié.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## 1. TABLEAU D'ENSEMBLE

## 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## H. GESTION FINANCIERE

*Revue de la tarification* : lancé par la Banque en septembre 2013, avec une assistance technique de l'AFD, ce chantier a pour objectif de répondre à trois préoccupations majeures : (i) la recherche, en cas de reprise de l'activité du FDC, d'une tarification d'équilibre la moins consommatrice en ressources concessionnelles, (ii) la mise en lumière d'éventuelles marges de manoeuvres qui permettraient à la BOAD de disposer d'une offre tarifaire la plus compétitive possible pour le guichet Banque et (iii) l'alignement des pratiques de la Banque en matière de tarification sur les standards des grandes institutions financières internationales.

Le projet, organisé en trois phases, a quasiment été exécuté, notamment dans ses phases « conception du nouveau modèle de tarification » et « développement d'outils informatiques ».

*Etats financiers* : le total bilan de la Banque est passé de 1 411 milliards FCFA au 31 décembre 2013 à 1 658 milliards FCFA (+17,5%) au 31 décembre 2014. Il se situe à 1 783 milliards FCFA au 31 décembre 2015 (+7,50%).

La situation financière de la Banque reste saine. A la fin de l'exercice 2015, elle est notamment marquée par une structure financière équilibrée, les fonds propres représentant environ 36,8% du total du bilan et le rapport encours des emprunts / fonds propres (ratio d'endettement) ressortant à 155,8%, pour une norme statutaire de 300%.

Toutefois, il existe un besoin réel de renforcement de l'institution en ressources en particulier concessionnelles, afin de sécuriser une bonne continuité de ses activités.

En attendant ce renforcement en ressources concessionnelles pérennes, la BOAD a obtenu du Conseil des Ministres, en décembre 2015, la mise en place d'un fonds de bonification qui serait annuellement doté à hauteur de 25 milliards FCFA. Ce fonds sera abondé par les Etats membres et les institutions communautaires.

Les éléments caractéristiques ci-après marquent notamment l'exploitation de la Banque (cf. Annexe 14) :

- une prépondérance des produits des prêts (86% des produits budgétaires réalisés), qui constituent l'activité principale de l'institution ;
- un coût globalement maîtrisé des ressources d'emprunt (4% en moyenne, ressources de marché et ressources concessionnelles réunies), avec toutefois un effet d'atténuation induit, depuis 2008 et 2009, par les ressources du Programme spécial agricole, dont les frais financiers sont pris en charge par les Etats ;
- un niveau de produit net bancaire qui passe de 29,77 milliards FCFA en 2014 à 32,61 milliards FCFA en 2015 ;
- une gestion prudente de la trésorerie, conformément à la politique de liquidité ;
- la poursuite d'une politique prudente de provisionnement, liée à la situation de certains projets marchands.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Le taux de dégradation brut du portefeuille est de l'ordre de 2,73% à fin décembre 2015, contre 3,34% au 31 décembre 2014. La Banque entend poursuivre ses actions relatives au suivi et à l'amélioration de la qualité du portefeuille.

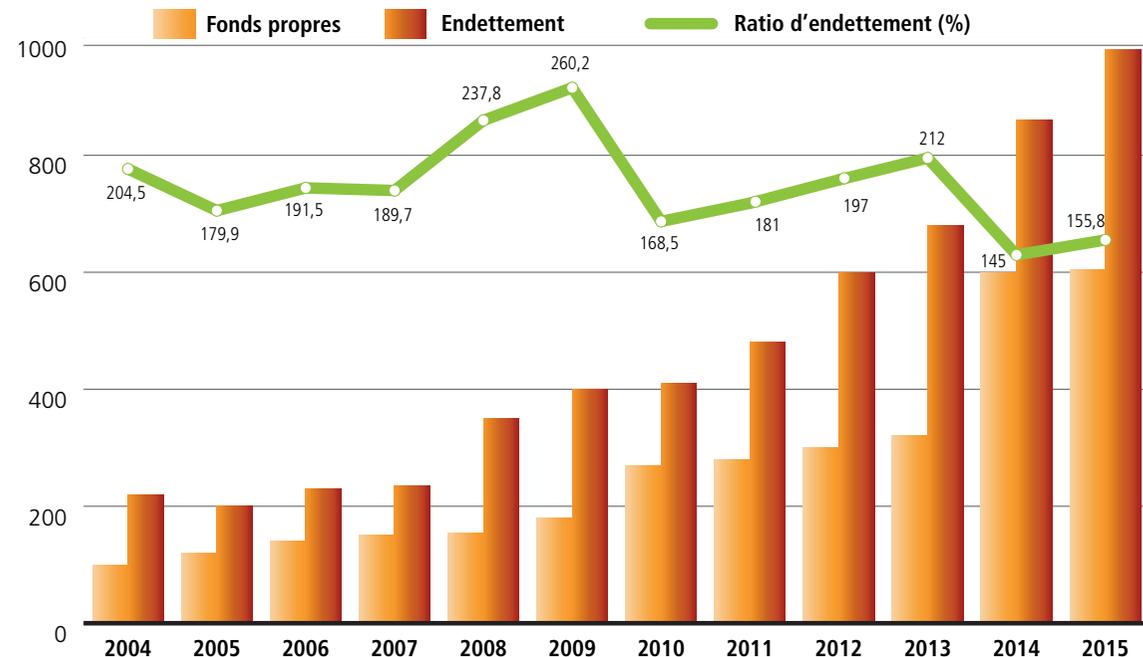
L'exploitation de l'institution continue d'enregistrer des résultats positifs en dépit des pertes de marges enregistrées du fait de l'absence de ressources concessionnelles

pérennes. Le bénéfice net à fin 2015 ressort à 8,8 milliards FCFA contre 8,4 milliards FCFA (hors dotation initiale du FDE), à fin 2014. Le résultat ainsi dégagé vient en renforcement des fonds propres de l'institution.

La Banque continuera de veiller à la maîtrise de ses charges, afin de maintenir une offre de taux attractifs, conformes aux exigences du financement du développement.

Graphique 9

EVOLUTION DES FONDS PROPRES, DE L'ENDETTEMENT (MDS FCFA) ET DU RATIO D'ENDETTEMENT



SOMMAIRE  
 PRESIDENT'S STATEMENT  
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX  
**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
 DE L'UEMOA**

**1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
 DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS  
 LISTE DES ANNEXES  
 ANNEXES



Thème de l'année

L'ENTRETIEN  
 ROUTIER DANS  
 LES PAYS DE  
 L'UEMOA

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

**ANNEXES**

Sur la base du constat que nombre d'infrastructures routières de l'UEMOA subissent une détérioration rapide, liée en partie à l'insuffisance des financements consacrés à l'entretien, le Conseil d'Administration de la Banque a instruit les services de réaliser une étude sur l'entretien routier dans les Etats membres, afin de tirer des leçons pertinentes et de proposer des solutions durables pour améliorer les taux de couverture des besoins en entretien routier, aux plans physique et financier.

L'étude réalisée, dont les conclusions sont ci-après résumées, avait dès lors pour objectifs de dresser un état des lieux de l'exécution des travaux d'entretien routier, de déterminer les besoins globaux en entretien routier, puis de faire un point sur le niveau de leur satisfaction en fonction de l'évolution du réseau (linéaire, moyens matériels et humains, organisation et gestion).

La présente synthèse de cette étude est organisée autour des points ci-après : (i) situation de l'entretien routier dans la zone UEMOA, (ii) protection du patrimoine routier, (iii) besoins en entretien routier, (iv) mesures envisageables et recommandations.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

# 1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LA ZONE UEMOA

## 1.1. GENERALITES SUR L'EVOLUTION DU SYSTEME D'ENTRETIEN ROUTIER

L'analyse du cadre institutionnel et organisationnel de l'entretien routier indique qu'au niveau des différents Etats de l'UEMOA, cette activité a connu une évolution généralement marquée par les étapes ci-après :

- le système de régie, dans le cadre duquel les travaux sont directement exécutés par l'Administration routière, avec ses engins et son personnel qui jouit d'un statut de fonctionnaire (cas de 1960 aux années 90) ;
- l'exécution en entreprise, modalité suivant laquelle les travaux d'entretien routier sont confiés à des entreprises, généralement après des appels d'offres (années 90 à ce jour).

Avec la longue période d'ajustement économique, consécutive à l'effondrement des cours des produits de base des années 70, les services exécutant les travaux en régie avaient commencé à présenter des faiblesses pour assurer la maintenance des infrastructures routières. L'effondrement des cours et des revenus publics a conduit à une période prolongée de stagnation dans les pays de l'Union, jusqu'à la deuxième moitié des années 90.

La réduction substantielle des dépenses de l'Etat ne permettait pas le maintien des régies, lesquelles ne disposaient plus de ressources suffisantes pour assurer efficacement les travaux d'entretien routier. Cela a conduit à la réforme ayant abouti à l'adoption du système actuel d'entretien avec l'exécution des travaux en entreprise.

L'étude relève une insuffisante couverture en données sur la période allant des indépendances à l'année 2014. La plupart des données recueillies (ou disponibles) datent des années 2000, à quelques exceptions près. L'absence de passation de charges entre les gestionnaires des travaux en régie et les structures issues de la mise en oeuvre

des réformes ayant permis la privatisation de l'exécution des travaux d'entretien routier, pourrait expliquer cette situation. A ce facteur, il convient d'ajouter le départ de la plupart des anciens gestionnaires de l'entretien routier à la retraite. En Guinée Bissau, les différentes crises successives n'ont pas permis la préservation des archives.

Au-delà des questions de performance bien connues, liées au statut de fonctionnaire des gestionnaires des travaux en régie, un rapport d'évaluation de projets routiers, rendu public par la Banque Mondiale, révèle d'autres goulots d'étranglement. Au Mali par exemple, aux environs de l'année 1974, malgré la disponibilité des ressources apportées par l'institution multilatérale, la question de l'approvisionnement en carburant a affecté les résultats du secteur.

Ainsi, aussi bien des causes endogènes qu'exogènes influencent les performances du secteur. Une autre illustration est fournie par le cas de la Côte d'Ivoire, dans la période postérieure aux réformes du secteur routier : les résultats de l'AGEROUTE et du Fonds d'entretien, créés en 2001, ont été fortement influencés par les crises traversées par le pays.

La comparaison des deux périodes, en termes de couvertures physique et financier des besoins en travaux d'entretien, nécessite, entre autres, la prise en compte des aspects ci-après : (i) l'impact de la dévaluation du franc CFA de 1994 sur les coûts des travaux d'entretien, (ii) les structures de chaussée en place, leur âge et le trafic, (iii) l'augmentation des coûts consécutive à la privatisation de l'exécution des travaux.

Aujourd'hui, le recours à la régie n'apparaît plus envisageable pour les partenaires techniques et financiers.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

## 2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

## 3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

## 4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 1.2. REPARTITION DES ROUTES SELON LES CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES

La répartition des routes au niveau des différents réseaux routiers de la zone UEMOA, de même que la densité de chaque réseau (Km /100 Km<sup>2</sup>) est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 1  
RESEAU ROUTIER DES ETATS DE L'UEMOA

	Superficie (Km <sup>2</sup> )	Linéaire réseau à charge des Administrations Routières ou du réseau primaire (Km)		Linéaire réseau secondaire (Km)	Linéaire réseau tertiaire (Km)	Voirie Classée (VU)	Linéaire total du réseau classé (Km)	Linéaire total du réseau identifié (Km)	Densité du réseau routier classé (Km/100 Km <sup>2</sup> )
		Route bitumée (RB)	Route en Terre (RT)	Piste Classée (PC)	Piste inventoriée (PC)				
<b>Bénin</b>	114 763	4 829	1 247	3 400	12 043	55	9 531	21 574	8,30
<b>Burkina</b>	274 000	2 528	3 197	9 559	46 095	60	15 344	61 439	5,60
<b>Côte d'Ivoire</b>	322 463	6 514	9 019	35 347	31 116	4 000	81 996	85 996	25,43
<b>Guinée Bissau</b>	36 125	768	2 003	1 944	nd	nd	4 715	4 715	13,05
<b>Mali</b>	1 241 238	5 220	8 860	16 249	58 735	nd	89 064	89 064	7,17
<b>Niger</b>	1 267 000	4 332	5 285	3 122	4 596,55	nd	12 739	17 336	1,01
<b>Sénégal</b>	196 722	5 956	10 539	4 177	nd	1080	16 495	21 752	8,38
<b>Togo</b>	56 600	1 732	2 703	892	5 910	434	5 761	11 671	10,18
<b>TOTAL</b>	<b>3 508 911</b>	<b>31 879</b>	<b>42 853</b>	<b>74 690</b>	<b>158 496</b>	<b>5 629</b>	<b>235 645</b>	<b>313 547</b>	<b>6,72</b>

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS DE L'UEMOA

1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LA ZONE UEMOA

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Dans l'espace communautaire de l'UEMOA, les pays sahéliens sont moins dotés en infrastructures routières, ce qui laisse apparaître des disparités entre les pays côtiers et les pays sahéliens. Ainsi, le réseau routier communautaire est localisé à 71% dans les pays côtiers, plus ou

moins forestiers, qui ne couvrent que 20% de l'espace. Les pays sahéliens (avec 80% de la superficie) n'ont que 29% du réseau. Un aperçu du réseau routier communautaire est présenté ci-après.



Une comparaison avec le tableau suivant, qui présente les densités de réseaux routiers de quelques pays développés, montre la faiblesse des réseaux routiers de la zone UEMOA.

Tableau 2  
RESEAU ROUTIER DES PAYS DEVELOPPES

	États-Unis	Allemagne	Belgique	Espagne	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Japon
Densité (km/100 km <sup>2</sup> )	69	176	489	32	177	316	171	311
Superficie km <sup>2</sup>	9 161 979	356 700	30 500	505 954	551 000	41 500	243 800	377 737

Il apparaît donc que des efforts doivent être faits par les Etats de l'UEMOA pour maintenir ce faible réseau, qui par ailleurs, doit être développé pour permettre aux pays d'atteindre l'émergence.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

**1.3. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER**

Des disparités ont été relevées dans la programmation et l'exécution des tâches d'entretien routier, après les réformes adoptées dans les années 90 dans le cadre de la privatisation de l'entretien routier. Cela a amené la Commission de l'UEMOA à financer une étude en vue de l'élaboration d'une stratégie régionale. Ladite étude, réalisée en 2006, a traité des aspects suivants :

(i) l'harmonisation des différentes stratégies d'entretien routier en vigueur dans l'espace UEMOA ; (ii) le programme d'actions prioritaires en vue d'accompagner et d'appuyer la mise en œuvre des propositions d'harmonisation ; et (iii) les textes juridiques jugés utiles dans le cadre de l'harmonisation de la stratégie proposée.

L'étude a abouti à l'adoption de la Directive n°11/2009 de l'UEMOA portant sur l'harmonisation des stratégies d'entretien routier, avec une organisation bâtie sur un principe de séparation des rôles et responsabilités des fonctions suivantes : (i) le financement ; (ii) la planification et programmation ; et (iii) la mise en œuvre.

Dans les différents Etats de l'Union, la mise en œuvre de cette Directive est effective avec, pour le Bénin et le Mali, l'existence d'une régie dédiée aux travaux d'urgence, selon les responsables de ces structures. Des fonds d'entretien routier ont été créés dans tous les pays. Quant à la planification et la programmation des travaux d'entretien routier, elles font partie des missions de l'administration centrale dans la plupart des pays (Bénin, Burkina Faso, Guinée Bissau, Mali, Niger et Togo). En Côte d'Ivoire et au Sénégal, ces deux activités sont exécutées par des Maîtres d'Ouvrage Délégués (AGEROUTE). L'AGEROUTE du Mali intervient principalement dans la passation des marchés de travaux et le suivi de leur exécution ; la planification et la programmation des travaux est réalisée par la Direction Nationale des Routes (DNR), à travers son Service des Données Routières.

Ainsi, les trois cadres organisationnels types de l'entretien routier en vigueur dans l'UEMOA peuvent se résumer aux schémas du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Mali. Les schémas organisationnels de l'entretien routier dans les huit pays sont présentés ci-dessous :

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS DE L'UEMOA

1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LA ZONE UEMOA

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

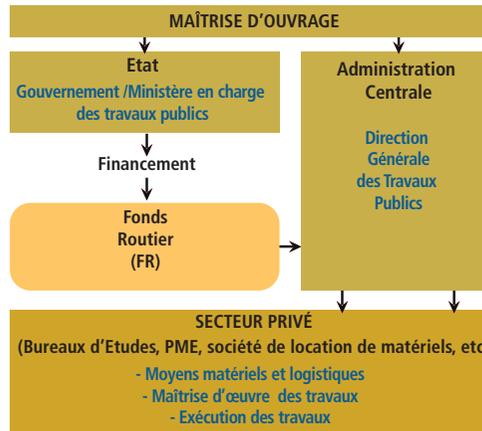
4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

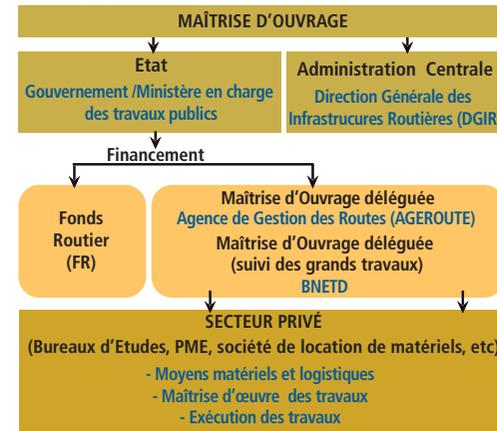
SCHEMA ORGANISATIONNEL DE L'ENTRETIEN ROUTIER

(SCHEMAS PAR PAYS DE L'UEMOA : BENIN, COTE D'IVOIRE, MALI, BURKINA FASO)

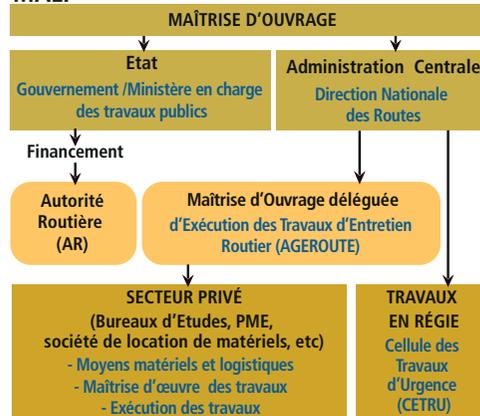
BÉNIN



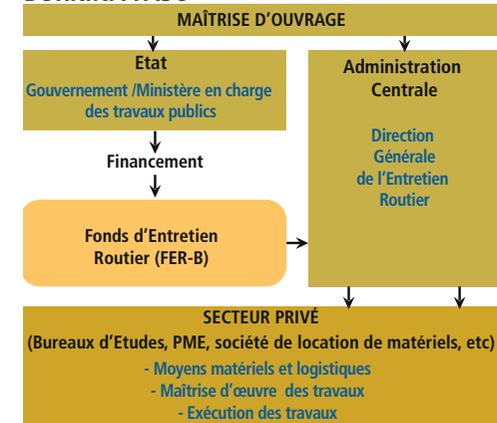
CÔTE D'IVOIRE



MALI



BURKINA FASO



LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS DE L'UEMOA

1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LA ZONE UEMOA

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

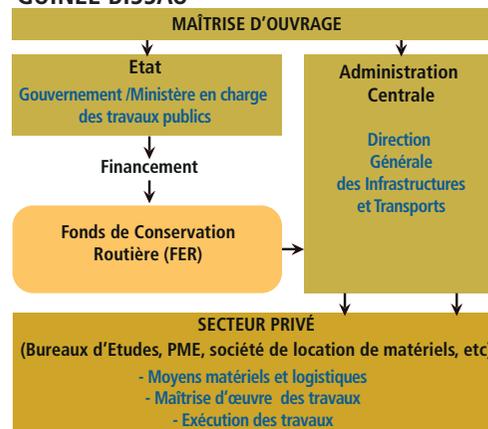
LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

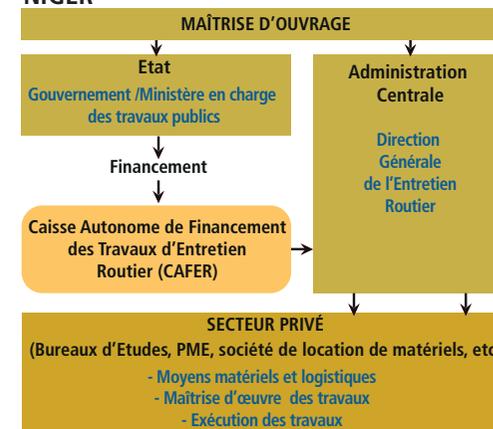
SCHEMA ORGANISATIONNEL DE L'ENTRETIEN ROUTIER

(SCHEMAS PAR PAYS DE L'UEMOA : GUINEE BISSAU, NIGER, SENEGAL ET TOGO)

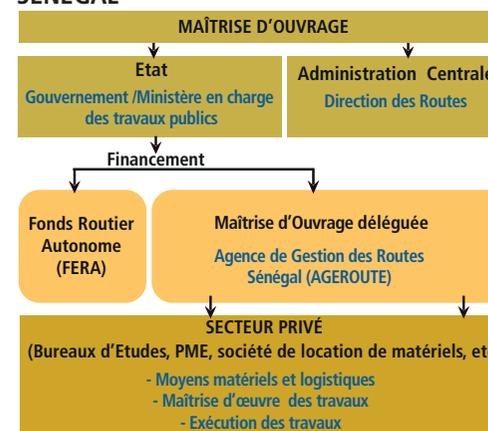
GUINÉE BISSAU



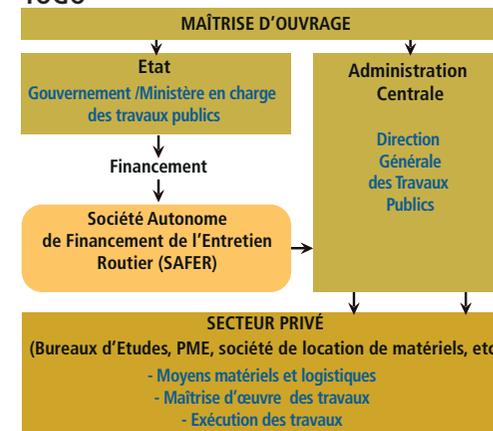
NIGER



SÉNÉGAL



TOGO



## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Malgré les efforts des Gouvernements, les aides financières apportées aux Etats de l'Union par les Partenaires Techniques et Financiers, pour l'exécution des programmes, et l'appui aux différentes réformes visant à améliorer les performances du secteur, la plupart des réseaux routiers demeurent dans un état médiocre.

Ainsi, la situation des infrastructures routières des pays de l'Union est caractérisée par une détérioration rapide, une insuffisance des financements pour leur entretien, tout cela entraînant une augmentation notable des besoins en maintenance. En effet, les besoins augmentent à un rythme exponentiel, s'ils ne sont pas couverts à temps.

Des écarts importants sont observés entre les budgets alloués par les Etats de l'Union et les montants que les entités en charge de l'entretien routier arrivent à décaisser

effectivement pour les travaux. Ainsi, les taux de décaissement des montants programmés se situent en moyenne autour de 50%. Ce déficit rend les travaux moins efficaces et coûteux pour la collectivité. Ils conduisent à des décalages dans les programmes d'entretien routier et faussent les programmations.

Par ailleurs, les ressources affectées par les Etats à l'entretien routier restent, dans la plupart des cas, nettement inférieures à 0,50% du PIB. La mise en place des fonds routiers conduit à mobiliser un peu plus de ressources, mais les efforts dans la mobilisation de ressources pérennes devront se poursuivre. De même, les fonds d'entretien routier devront travailler à une diversification de leurs ressources en tenant compte des besoins récurrents en entretien routier, des ressources mobilisables contenues dans les textes adoptés par les Etats, des possibilités d'élargissement de l'assiette des contributions.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

### 2.1. GENERALITES

Les données collectées laissent apparaître que les Etats sont loin d'atteindre les résultats escomptés en ce qui concerne l'application du Règlement n°14/2005/CM/UEMOA du 16 décembre 2005, relatif au contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de marchandises dans les Etats membres.

Au-delà du parc d'équipements à renforcer sur l'ensemble des réseaux routiers, les Etats doivent manifester une volonté réelle de préserver leur patrimoine routier à travers un contrôle effectif des charges à l'essieu et surtout une lutte contre les surcharges, tout en accompagnant les opérateurs du secteur dans le renouvellement des parcs automobiles. L'Union Européenne, en particulier, conditionne de plus en plus son financement à un engagement véritable des Etats à protéger leur patrimoine.

Au regard des réticences des Etats à mettre en application le Règlement susvisé, du fait notamment de considérations d'ordre concurrentiel, il apparaît nécessaire d'étendre la mise en œuvre à l'ensemble des pays côtiers proches de l'UEMOA, notamment à ceux des Etats membres de la CEDEAO vers lesquels les trafics pourraient être détournés.

Il conviendrait également de promouvoir le transport multimodal, lequel consiste à acheminer les marchandises par au moins deux modes de transport successifs. Une partie du trajet peut ainsi être réalisée par la route, l'autre par voie maritime, fluviale ou ferroviaire. Ainsi, une plus grande implication des transports routiers dans le transport multimodal, notamment dans le transport ferroviaire, contribuera sans nul doute à un meilleur essor de ce mode de transport et à préserver les routes des surcharges liées au transport des marchandises.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

**2.2. SITUATION DE L'APPLICATION DU REGLEMENT 14/2005 DE L'UEMOA**

Lors d'une réunion des Ministres tenue à Ouagadougou, le 19 juin 2015, la situation de l'application du Règlement n°14/2005/CM/UEMOA a été faite et les Ministres ont fixé le démarrage de l'application intégrale du Règlement au 1er juin 2016, dans tous les pays. Les recommandations formulées par les Ministres pour favoriser l'application de la mesure sont résumées ci-après.

*Au titre des Etats :* (i) le Bénin, le Ghana, le Niger et le Togo, qui ont déjà pris des dispositions en vue d'appliquer le Règlement 14 en intégralité avant le 1er juin 2015, ont été encouragés à continuer le processus ;(ii) s'agissant des autres Etats de l'Union, ils doivent faire des efforts pour l'application intégrale du Règlement 14 ; et (iii) en ce qui concerne les difficultés rencontrées dans la mise en application du Règlement 14, chaque Etat mettra tout en

œuvre pour les aplanir. Quant aux ports, ils doivent acquérir des pèse-essieux et seront soumis au régime de sanctions du Règlement, pour compter du 1er juin 2016.

A la Commission de l'UEMOA, il a été recommandé de veiller au suivi et à l'évaluation des décisions prises au cours de cette réunion, pour une meilleure implication des Etats dans la mise en application du Règlement 14.

Aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF), il a été recommandé d'appuyer les Etats dans la mise en œuvre des mesures d'accompagnement, notamment le renouvellement du parc, la mise aux normes des véhicules de transport routier en circulation et la professionnalisation des transporteurs.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

### 3.1. BESOINS EXPRIMÉS CES DERNIÈRES ANNÉES

Les ressources les plus importantes demandées par les administrations routières ces cinq (5) dernières années, selon les données recueillies, se présentent comme suit :

Tableau 3

**PIC DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER DEPUIS 5 ANS**

PAYS	MONTANT	ANNEE
BENIN	40 101 000 000	2013
BURKINA FASO	21 849 908 000	2014
COTE D'IVOIRE	89 690 000 000	2014
GUINEE BISSAU	1 521 684 634	2014
MALI	49 580 604 103	2014
NIGER	13 700 000 000	2014
SENEGAL	55 500 000 000	2011
TOGO	40 714 202 405	2012

Source : Budgets des Fonds routiers des Etats

Pour chaque pays, ces besoins ne portent que sur le réseau prioritaire retenu qui ne constitue que 30% à 50% du patrimoine routier.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

## 2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

## 3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

## 4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 3.2. EVALUATION DES BESOINS GLOBAUX

Une estimation sommaire des besoins en financement de l'entretien routier par pays est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 4

## ESTIMATION SOMMAIRE DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

PAYS	RESEAU PRIMAIRE	RESEAU ROUTIER IDENTIFIE	PART DU RESEAU PRIMAIRE DANS LE RESEAU ROUTIER IDENTIFIE (%)
BENIN	941 461 730 000	986 857 605 000	95%
BURKINA FASO	512 169 230 000	632 698 305 000	81%
COTE D'IVOIRE	1 325 656 210 000	2 447 674 310 000	54%
GUINEE BISSAU	163 426 770 000	174 701 970 000	94%
MALI	1 074 707 400 000	1 235 028 475 000	87%
NIGER	876 189 150 000	899 467 868 750	97%
SENEGAL	1 229 499 010 000	1 491 865 610 000	82%
TOGO	354 791 770 000	462 311 120 000	77%
<b>TOTAL</b>	<b>6 477 901 270 000</b>	<b>8 330 605 263 750</b>	<b>77,76%</b>

Source : Rapport de l'étude sur l'entretien routier dans l'UEMOA – août 2015

Les Etats pourraient mobiliser ces ressources sur plusieurs années, comme cela est le cas pour la Côte d'Ivoire qui a renforcé l'assiette des ressources du Fonds d'Entretien

Routier (FER) pour lui permettre de mobiliser des ressources sur le marché financier.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

## 2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

## 3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

## 4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

Tableau 5

## ESTIMATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER PAR LE CONSULTANT

Désignation	Pays	Coût/km	Bénin		Burkina		Côte d'Ivoire		Guinée Bissau			
			(Km)		(Km)		(Km)		(Km)			
Linéaire réseau à charge des Administrations Routières ou du réseau primaire	Route bitumée (RB)	70%	250 000 000	4 829		2 528		6 514		768		
		Renforcement	70%	250 000 000	3 380	845 075 000 000	1 770	442 400 000 000	4 560	1 139 950 000 000	538	134 400 000 000
		Rechargement	10%	110 000 000	483	53 119 000 000	253	27 808 000 000	651	71 654 000 000	77	8 448 000 000
	Employ Partiel	20%	35 000 000	966	33 803 000 000	506	17 696 000 000	1 603	45 598 000 000	154	5 376 000 000	
					931 997 000 000		487 904 000 000		1 257 202 000 000		148 224 000 000	
	Route en Terre (RT)	50%	12 000 000	1 247		3 197		9 019		2 003		
		Rechargement	50%	12 000 000	624	7 482 000 000	1 599	19 182 000 000	4 510	54 114 000 000	1 002	12 018 000 000
		Reprofilage lourd	30%	5 000 000	374	1 870 500 000	959	4 795 500 000	2 706	13 528 500 000	601	3 004 500 000
		Reprofilage léger	20%	450 000	249	112 230 000	639	287 730 000	1 804	811 710 000	401	180 270 000
					9 464 730 000		24 265 230 000		68 454 210 000		15 202 770 000	
Linéaire réseau routier secondaire	Piste Classé PC	50%	10 000 000	3 400		9 559		35 347		1 944		
		Rechargement	50%	10 000 000	1 700	17 000 000 000	4 780	47 795 000 000	17 674	176 735 000 000	972	9 720 000 000
	Reprofilage lourd	30%	2 500 000	1 020	2 550 000 000	2 868	7 169 250 000	10 604	26 510 250 000	583	1 458 000 000	
	Reprofilage léger	20%	250 000	680	170 000 000	1 912	477 950 000	7 069	1 767 350 000	389	97 200 000	
				19 720 000 000		55 442 200 000		205 012 600 000		11 275 200 000		
Linéaire réseau routier tertiaire	Piste Inventoriée (PI)	10%	2 000 000	12 043		46 095		31 116		nd		
		Reprofilage lourd	10%	2 000 000	6 022	12 043 000 000	23 048	46 095 000 000	15 558	31 116 000 000		
		Reprofilage léger	90%	250 000	6 022	1 505 375 000	23 048	5 761 875 000	15 558	3 889 500 000		
				13 548 375 000		51 856 875 000		35 005 500 000				
Voirie	Classé	70%	300 000 000	55		60		4 000		nd		
		Renforcement	70%	300 000 000	38,5	11 550 000 000	42	12 600 000 000	2 800	840 000 000 000		
		Employ partiel	30%	35 000 000	16,5	577 500 000	18	630 000 000	1 200	42 000 000 000		
				12 127 500 000		13 230 000 000		882 000 000 000				
Linéaire total du réseau classé	(Km)		9 531		15 344		81 996		4 715			
			BENIN		BURKINA FASO		CÔTE D'IVOIRE		GUINÉE BISSAU			
TOTAL RÉSEAU PRIMAIRE			941 461 730 000		512 169 230 000		1 325 656 210 000		163 426 770 000			
TOTAL GÉNÉRAL			986 857 605 000		632 698 305 000		2 447 674 310 000		174 701 970 000			
ECART (%)			95%		81%		54%		94%			

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

## 2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

## 3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

## 4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

Tableau 5 (suite)

## ESTIMATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER PAR LE CONSULTANT

	Désignation	Pays		Coût/km	Mali		Niger		Sénégal		Togo		
Linéaire réseau à charge des Administrations Routières ou du réseau primaire	(Km)	Route bitumée (RB)			5 220		4 332		5 956		1 732		
		Renforcement	70%	250 000 000	3 654	913 500 000 000	3 032	758 100 000 000	4 169	1 042 300 000 000	1 212	303 100 000 000	
		Rechargement	10%	110 000 000	522	57 420 000 000	433	47 652 000 000	596	65 516 000 000	173	19 052 000 000	
			Emploi Partiel	20%	35 000 000	1 044	36 540 000 000	866	30 324 000 000	1 191	41 692 000 000	346	12 124 000 000
						1 007 460 000 000		836 076 000 000		1 149 508 000 000		334 276 000 000	
			Route en Terre (RT)			8 860		5 285		10 539		2 703	
			Rechargement	50%	12 000 000	4 430	53 160 000 000	2 643	31 710 000 000	5 270	63 234 000 000	1 352	16 218 000 000
			Reprofilage lourd	30%	5 000 000	2 658	13 290 000 000	1 586	7 927 500 000	3 162	15 808 500 000	811	4 054 500 000
			Reprofilage léger	20%	450 000	1 772	797 400 000	1 057	475 650 000	2 108	948 510 000	541	243 270 000
						67 247 400 000		40 113 150 000		79 991 010 000		20 515 770 000	
Linéaire réseau routier secondaire	(Km)	Piste	Classé		16 249		3 122		4 177		892		
			PC										
		Rechargement	50%	10 000 000	8 125	81 245 000 000	1 561	15 610 000 000	2 089	20 885 000 000	446	4 460 000 000	
		Reprofilage lourd	30%	2 500 000	4 875	12 186 750 000	937	2 341 500 000	1 253	3 132 750 000	268	669 000 000	
		Reprofilage léger	20%	250 000	3 250	812 450 000	624	156 100 000	835	208 850 000	178	44 600 000	
					94 244 200 000		18 107 600 000		24 226 600 000		5 173 600 000		
Linéaire réseau routier tertiaire	(Km)	Piste Inventoriée (PI)			58 735		4 596,55		nd		5 910		
		Reprofilage lourd	10%	2 000 000	29 368	58 735 000 000	2 298	4 596 550 000			2 955	5 910 000 000	
		Reprofilage léger	90%	250 000	29 368	7 341 875 000	2 298	574 568 750			2 955	738 750 000	
					66 076 875 000		5 171 118 750				6 648 750 000		
Voirie	Classé	Voirie Urbaine			nd		nd		1 080		434		
		Renforcement	70%	300 000 000		11 550 000 000			756	226 800 000 000	303,8	91 140 000 000	
		Emploi partiel	30%	35 000 000		577 500 000			324	11 340 000 000	130,2	4 557 000 000	
					12 127 500 000				238 140 000 000		95 697 000 000		
Linéaire total du réseau classé	(Km)				89 064		12 739		16 495		5 761		
					MALI		NIGER		SÉNÉGAL		TOGO		
TOTAL RÉSEAU PRIMAIRE					1 074 707 400 000		876 189 150 000		1 229 499 010 000		354 791 770 000		
TOTAL GÉNÉRAL					1 235 028 475 000		899 467 868 750		1 491 865 610 000		462 311 120 000		
ECART (%)					87%		97%		82%		94%		

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES**

- 4.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

**ANNEXES**

## 4. MESURES PROPOSEES ET RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE

### 4.1. MESURES PROPOSEES

Pour un meilleur entretien des réseaux routiers dans l'UEMOA, il est nécessaire que les normes et textes juridiques relatifs à l'entretien routier soient appliqués dans chacun des pays membres.

La garantie de la qualité des travaux d'entretien étant une préoccupation, il conviendrait de veiller à l'application de solutions techniques appropriées, surtout pour les grosses réparations effectuées sur les chaussées. Une attention particulière devra être accordée à la qualité des entreprises attributaires des marchés de travaux ainsi qu'aux bureaux chargés du contrôle et de la surveillance des travaux d'entretien. Une autonomie est recherchée au niveau de la gestion des fonds d'entretien routier. Elle vise surtout à s'affranchir des contraintes liées à la mise en place des budgets des Etats et à tenir compte de calendriers spécifiques à l'entretien routier, basés sur les contraintes climatiques pour la programmation des travaux.

Une évaluation sommaire des besoins en entretiens, sur l'ensemble du réseau classé, conduit à des ressources par pays comprises entre 462 Mds de FCFA et 2 448 Mds de FCFA. Les besoins peuvent être sous-estimés d'au moins 36% lorsque seul le réseau routier classé est pris en compte. La prise en compte de l'ensemble des routes et pistes (réseau identifié) dans la classification apparaît indispensable pour une meilleure préservation du patrimoine routier.

Il apparaît que les Etats devront faire des efforts pour mobiliser les financements nécessaires à la prise en charge des travaux d'entretien. Ces efforts passent par des évolutions au niveau des statuts juridiques des fonds d'entretien routier et le renforcement de leur structure financière, pour en faire, au moins, des fonds de deuxième génération, avec la possibilité de lever des ressources sur le marché, après leur notation par des agences de rating agréées. Dans cette dynamique, une plus grande implication des Etats, des partenaires techniques et financiers, ainsi que celle des principaux usagers et bénéficiaires des routes des pays de l'Union, dans le financement et la gestion et l'entretien routier, est requise.

Les études effectuées par la Banque Mondiale en 2011, sur le financement de l'entretien routier, recommandent, pour une prise en charge optimale de l'entretien routier, des prélèvements sur les produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA, de l'ordre de 10 à 30 centimes de dollar par litre (entre 59 FCFA et 175 FCFA par litre), alors que ceux-ci varient aujourd'hui entre 2,6 et 12,4 centimes de dollar par litre (entre 15,24 FCFA et 73 FCFA par litre). Des efforts complémentaires sont à faire par les Etats sur ce point, pour ne pas perdre leur patrimoine routier.

Relativement aux fonds d'entretien routier, la Banque Mondiale, la BOAD et plusieurs autres bailleurs de fonds, conditionnent de plus en plus leurs appuis à ce secteur par leur autonomie.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Une augmentation des ressources allouées à l'entretien routier est observable avec la mise en place effective des fonds d'entretien routier, mais ceux-ci devront travailler à une diversification de leurs ressources en tenant compte des besoins récurrents en entretien routier, des ressources mobilisables contenues dans les textes adoptés par les Etats et des possibilités d'élargissement de l'assiette des contributions. L'allocation d'une quote-part du produit de la taxe spéciale sur les véhicules à moteur (vignette) apparaît comme une solution envisageable et permettrait de mobiliser d'importantes ressources financières pour les pays disposant d'un grand parc automobile. Celle-ci a été mise en œuvre avec succès en Côte d'Ivoire, depuis 2012, et les ressources servent notamment à garantir des emprunts sur le marché financier.

Certains pays comme le Mali et le Niger ont fait des efforts dans le déploiement des postes de péage sur leurs réseaux routiers. Ils devront améliorer leur gestion à travers l'automatisation des postes sur les principaux axes routiers. Des progrès sont attendus de la part des autres Etats. Une amélioration du maillage des postes de péage et de pèse-essieux fixes s'avère nécessaire, notamment au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et au Togo, pour ce qui concerne le pesage.

Ainsi, lors de l'élaboration de la stratégie d'entretien et de développement du réseau routier en novembre 2011, les besoins ont été évalués à 2 500 Mds FCFA, dont 1 000 Mds FCFA pour le développement des infrastructures et

1 500 Mds FCFA pour la sauvegarde du réseau. La Côte d'Ivoire avait alors retenu de mobiliser la totalité des besoins en entretien du réseau entre 2011 et 2015. Pour cela, dès 2012, l'Etat a renforcé l'assiette des ressources du Fonds d'Entretien Routier (FER) à travers les mesures suivantes : reversement de 40% des montants totaux recouverts au titre de la vignette, et reversement de 25% des montants totaux recouverts au titre de la patente et des licences. Ces mesures ont permis au FER de mobiliser plus de 200 Mds FCFA auprès des banques pour le financement du Programme d'Entretien Routier (PER) 2013-2015.

Pour une meilleure prise en charge des travaux d'entretien routier, il convient, pour les Etats, de veiller à une amélioration continue de la gouvernance des opérations à travers un cadre institutionnel approprié permettant de séparer les fonctions de planification, de financement, d'exécution et de contrôle.

Afin d'éviter d'accuser des retards dans l'exécution des marchés de travaux d'entretien routier, il conviendrait de mettre surtout en application des contrats pluriannuels et des contrats de Gestion de l'Entretien Routier par Niveau de Service (GENiS) ; cela a déjà été expérimenté dans un pays comme le Tchad, entre 2001 et 2005. Ce modèle privilégie les critères de performance, plutôt que des travaux basés sur des prix unitaires et une estimation des quantités.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Toutefois, s'agissant du GENiS, afin de minimiser les risques encourus par les entreprises, des travaux initiaux de mise à niveau des routes doivent être intégrés aux contrats GENiS. Ces travaux peuvent nécessiter un investissement initial pouvant aller à 125 milliards FCFA pour 500 km de routes revêtues, avec un coût moyen de renforcement de 250 millions FCFA / km. Des travaux initiaux de mise à niveau sont également nécessaires pour les routes en terre.

D'autres formes de partenariat public-privé (PPP) pourront être examinées (contrats d'affermage, régie intéressée, etc.). La prise en charge de l'entretien des routes présentant des trafics importants pourra alors se faire à partir des recettes de péages perçues par le concessionnaire.

Tous les acteurs et intervenants du secteur devront être régulièrement formés et surtout payés à temps, selon les prestations exécutées. Une telle disposition pourra aider à éviter les malfaçons éventuelles et permettra de réduire la fréquence des futurs travaux d'entretien.

Tout en veillant à disposer des ressources prévues par les textes en vigueur dans chacun des Etats, le recours à des financements innovants comme les contrats de partenariat public-privé et les levées de fonds sur le marché apparaît indispensable pour améliorer le taux de couverture des besoins.

**4.2. RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE**

A l'issue de l'analyse, l'étude soumet des recommandations générales, en fonction de la cible : Etats, Commission de l'UEMOA et Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

## 2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

## 3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

## 4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 4.2.1. RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DES ETATS

## A. Renforcement et pérennisation du financement de l'entretien routier

- 1) Renforcement de l'autonomie des fonds d'entretien routier, à travers l'adoption de textes réglementaires appropriés.
- 2) Amélioration de la gouvernance des fonds routiers, pour garantir un niveau minimum de ressources mobilisables chaque année et pour lever plus facilement des fonds auprès des banques, à l'image de l'expérience du Fonds d'Entretien Routier de Côte d'Ivoire. Les ressources des fonds d'entretien routier doivent être prévisibles avec précision et leur mobilisation effective sécurisée.
- 3) Relèvement de la redevance d'usage routier sur les produits pétroliers, en visant, pour chacun des Etats, les valeurs permettant une prise en charge effective des travaux d'entretien courant et périodique (valeurs comprises entre 10 et 30 centimes de dollar US/ litre ou entre 59 et 175 F CFA/litre)
- 4) Diversification des sources de financement des FER, conformément aux textes en vigueur, ou leur renforcement, et poursuite de la commercialisation des routes, avec une meilleure couverture du réseau routier par les postes de péages. La concession de la gestion des postes de péages à des opérateurs privés devra être privilégiée.

5) Organisation d'une table ronde des bailleurs de fonds sur la prise en charge des besoins supplémentaires de financement, en associant les opérateurs économiques dont les activités affectent le réseau routier.

6) Création d'un fonds régional destiné à l'entretien des axes routiers communautaires.

## B. Protection du patrimoine routier

7) Mise en application effective du Règlement 14 relatif au contrôle des charges à l'essieu, avec un renforcement de la couverture du réseau par les postes de pesage.

8) Protection des routes et pistes en terre par la mise en place de barrières de pluie.

9) Exécution obligatoire des tâches d'entretien courant, qui sont considérées comme facultatives avec une préparation effective des périodes critiques (notamment les saisons des pluies) pour le réseau routier.

10) Production de statistiques exhaustives et fiables sur les charges à l'essieu et le trafic routier, pour une meilleure conception des chaussées routières dans chacun des Etats ; une cartographie du trafic et de son agressivité devra également être élaborée et régulièrement mise à jour.

11) Promotion du transport multimodal.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

**C. Gestion du patrimoine routier**

- 12) Poursuite et mise en oeuvre des réformes institutionnelles, avec une revue du cadre organique pour la gestion du réseau routier et du code des marchés publics.
- 13) Mise en oeuvre effective de nouveaux types de contrats :
  - contrat pluriannuel d'entretien à partir des ressources des fonds routiers ;
  - contrat de gestion de l'entretien routier par niveau de service (GENiS) ;
  - contrat de partenariat public-privé (PPP), notamment sur les axes structurants à fort trafic ; la mise en concession de routes existantes ou à moderniser pourrait comporter à la fois leur mise à niveau (investissement par le concessionnaire et/ou par l'Etat) et leur entretien (gestion et entretien par le concessionnaire sur la base des recettes de péage routier : contrat d'affermage, régie intéressée, etc.).

- 14) Renforcement de la connaissance des réseaux routiers avec la mise en place de bases de données fiables, régulièrement mises à jour et leur financement par les fonds d'entretien routier.
- 15) Amélioration de la prise en charge des pistes rurales, par la création ou le renforcement des directions en charge des pistes et routes rurales.

**d. Renforcement des capacités**

- 16) Renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs (maîtres d'ouvrage, entreprises, bureaux de contrôle, FER, etc.).
- 17) Encadrement et suivi régulier des PME du secteur, en vue de l'amélioration de leur capacité d'exécution des travaux ; c'est en effet aux PME principalement que revient la réalisation de travaux. La qualité de leur prestation avec, entre autres, des réparations durables contribuera à l'amélioration des performances du secteur.

**4.2.2 RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DE LA COMMISSION DE L'UEMOA****A. Renforcement et pérennisation du financement de l'entretien routier**

- 1) Appui à la modernisation des postes de péages/pesages, avec la possibilité d'usage d'équipements permettant un mode de paiement électronique simple.
- 2) Sécurisation des fonds mobilisés pour l'entretien routier et leur utilisation exclusivement à cette fin, à travers

l'élaboration d'une directive axée sur les meilleures pratiques en matière de gestion de ces fonds.

- 3) Mise en place, à moyen ou long terme, d'un mécanisme de financement de l'entretien du réseau routier communautaire par l'ensemble des Etats de l'Union. A cet effet, la création d'un fonds communautaire de financement de l'entretien routier est souhaitable.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

## SECTION DEUX

**RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015**

## THEME DE L'ANNÉE

**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA****1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA**

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

**2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER**

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

**3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER**

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

**4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS**

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

**B. Protection du patrimoine routier**

- 4) Définition, pour chaque pays, d'un calendrier annuel d'entretien routier en tenant compte des spécificités climatiques de chaque région à l'intérieur d'un même pays.
- 5) Suivi de l'application du Règlement 14 dans tous les pays de l'Union.
- 6) Sensibilisation des Etats au contrôle de gabarit des véhicules sur tous les corridors internationaux ; la mise en oeuvre de potence de 4,5 m à la sortie des ports apparaît nécessaire pour protéger, entre autres, les ouvrages des passages inférieurs routiers.
- 7) Mise en place de programmes cohérents de renouvellement de flottes automobiles pour aider les transporteurs à mieux développer leurs activités.

**C. Gestion du patrimoine routier**

- 8) Sensibilisation des Etats à la mise en oeuvre effective de contrats de gestion de l'entretien routier par niveau de service de type GENiS, de contrats pluriannuels et de contrats de partenariat public-privé d'entretien routier, notamment sur les voies du réseau structurant.

- 9) Suivi de l'opérationnalisation et du développement des banques de données routières (BDR) nationales dans les pays de l'UEMOA, avec la définition, en fonction des données à recueillir, d'une fréquence minimale pour leur mise à jour.
- 10) Financement des activités des banques de données routières dans chaque Etat membre de l'UEMOA par les fonds d'entretien routier à travers un contrat de performance.
- 11) Poursuite du développement et de l'amélioration du système d'informations routières (SIR) par l'UEMOA. Une uniformisation des logiciels de gestion de données (solutions équivalentes compatibles) routières facilitera la gestion et l'entretien des routes communautaires UEMOA et régionales.

**D. Renforcement des capacités**

- 12) Mise en place de politiques parafiscales visant à favoriser le renouvellement du parc des engins et des camions utilisés par les PME pour l'exécution des travaux.

## SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

## SECTION UN

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

## SECTION DEUX

## RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2015

## THEME DE L'ANNÉE

L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA1. SITUATION DE L'ENTRETIEN ROUTIER  
DANS LA ZONE UEMOA

- 1.1. Généralités sur l'évolution du système d'entretien routier
- 1.2. Répartition des routes selon les classifications administratives et techniques
- 1.3. Situation de l'entretien routier

## 2. PROTECTION DU PATRIMOINE ROUTIER

- 2.1. Généralités
- 2.2. Situation de l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA

## 3. SITUATION DES BESOINS EN ENTRETIEN ROUTIER

- 3.1. Besoins exprimés ces dernières années
- 3.2. Evaluation des besoins globaux

## 4. MESURES PROPOSÉES ET RECOMMANDATIONS

- 4.1. Mesures proposées
- 4.2. Recommandations de l'étude

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## 4.2.3 RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

## A. Renforcement et pérennisation du financement de l'entretien routier

- 1) Poursuite de la sensibilisation des Etats dans la mise en place de fonds d'entretien routier autonomes et en faire, à terme, une condition pour le financement des projets d'entretien routier.
- 2) Mise à disposition de prêts à des taux préférentiels, aux Etats, pour le financement des travaux d'entretien routier et/ou des travaux de réhabilitation de routes.
- 3) Soutien à la mise en place d'un fonds régional pour le financement de l'entretien des axes routiers communautaires.

## B. Protection du patrimoine routier

- 4) Poursuite du soutien aux Etats dans la lutte contre l'extrême surcharge, à travers le financement de l'acquisition et de la mise en place de pèses essieux ainsi que l'application effective du Règlement 14.
- 5) Conditionnement, à moyen terme, du financement des projets routiers au sein de l'UEMOA et même de la CEDEAO par l'adoption, par les pays, de mesures de préservation de leur patrimoine routier.

- 6) Appui aux Etats dans la réhabilitation et le développement du réseau ferroviaire, mode alternatif de transport pour soulager les routes du transport de marchandises lourdes.

## C. Gestion du patrimoine routier

- 7) Assistance technique et accompagnement dans la mise en oeuvre des réformes dans chacun des Etats, en vue de l'amélioration de la qualité de la gouvernance du secteur de l'entretien routier.
- 8) Poursuite de l'assistance aux Etats dans la planification et la programmation des travaux d'entretien routier.
- 9) Sensibilisation des Etats au développement des contrats de partenariat public-privé dans le secteur de l'entretien routier ; l'élaboration de projets neufs dans le cadre d'un partenariat public-privé devra être encouragée (cf. exemples du 3<sup>ème</sup> pont d'Abidjan et de l'autoroute Dakar-Diamniadio).

## LISTE DES ANNEXES

SOMMAIRE  
 MESSAGE DU PRÉSIDENT  
 TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD  
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX  
**RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015**

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
 DE L'UEMOA**

- ANNEXE 1** : Présentation de la BOAD et de son organigramme au 31.12.2015
- ANNEXE 2** : Organes délibérants de la BOAD au 31.12.2015
- ANNEXE 3** : Principaux actes des Organes délibérants de la BOAD au cours de l'exercice 2015
- ANNEXE 4** : Liste des financements approuvés par la BOAD au cours de l'année 2015
- ANNEXE 5** : Profil des projets financés au cours de l'année 2015
- ANNEXE 6** : Liste des accords/contrats de prêts, garantie d'emprunts obligataires, prises de participation, arrangement et emprunts signés en 2015
- ANNEXE 7** : Liste de projets régionaux financés par la Banque
- ANNEXE 8** : Evolution des flux nets de ressources par pays au 31.12.2015
- ANNEXE 9** : Répartition des engagements nets cumulés au 31.12.2015
- ANNEXE 10** : Répartition des décaissements nets cumulés au 31.12.2015
- ANNEXE 11** : Répartition des engagements nets cumulés de la BOAD par pays et par exercice au 31.12.2015
- ANNEXE 12** : Gouvernance de la BOAD
- ANNEXE 13** : Personnel de la BOAD par collège, genre, processus et activité au 31.12.2015
- ANNEXE 14** : Situation financière de la Banque au 31.12.2015
- ANNEXE 15** : Principaux indicateurs macro-économiques de l'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS  
 LISTE DES ANNEXES  
**ANNEXES**

SOMMAIRE  
MESSAGE DU PRÉSIDENT  
TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD  
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2015  
FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

---

SECTION UN  
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL**

---

SECTION DEUX  
**RÉALISATION DE LA BOAD EN 2015**

---

THEME DE L'ANNÉE  
**L'ENTRETIEN ROUTIER DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA**

---

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS  
LISTE DES ANNEXES

**ANNEXES**  
**[www.rapportannuel2015-boad.org](http://www.rapportannuel2015-boad.org)**

# BOAD

68 av. de la Libération, BP 1172 Lomé, Togo  
Tél.: +228 22 21 59 06 • Fax: +228 22 21 52 67

---

[www.boad.org](http://www.boad.org)



BANQUE OUEST AFRICAINE  
DE DEVELOPPEMENT